

Dans le labyrinthe de la formation technique

Ce cahier spécial lève le voile sur une vingtaine de professions, toutes techniques, certaines parmi les plus récentes à faire leur apparition dans le casse-tête des choix professionnels. Car, il y en a des dizaines et des dizaines d'autres, de niveau collégial et universitaire. Comment ne pas se perdre dans ce dédale ? Comment savoir que l'on choisit un corridor qui débouche sur un avenir professionnel intéressant ? Personne n'a de garanties à offrir. Tout au plus des prévisions relatives au marché de l'emploi en constante évolution et... des conseils. Les jeunes d'aujourd'hui se trouvent en effet confrontés, quand vient le temps de décider de leur orientation professionnelle, à des difficultés que leurs aînés n'ont pas connues. Mais il ne suffit pas de savoir où seront les débouchés mais également de connaître la compétition que l'on aura à affronter. Il faut se renseigner sur les lois et les exigences du marché vers lequel on se dirige afin de développer en conséquence ses aptitudes et certaines compétences complémentaires.



PHOTO ROBERT ET CHEVREY

Le grand casse-tête des choix professionnels

Jeanne Morazain

D'ici 1995, plus de un million de débouchés s'ouvriront sur le marché du travail québécois. Le tiers de ces emplois seront nouveaux, les deux tiers deviendront disponibles, à la suite du retrait ou du décès de personnes en place. Au total, le nombre d'emplois disponibles s'élèvera à 3 337 000. Cette demande des entreprises ne sera pas suffisante car l'offre de main-d'oeuvre sera plus élevée. On prévoit en effet que 3 673 000 personnes occuperont ou chercheront un emploi en 1995. Cela se traduira par un taux de chômage de 9,1%.

Selon le Système de prévisions des professions d'Emploi et Immigration Canada, tous les secteurs connaîtront une chute de leur rythme de croissance. La crois-

sance demeurera positive mais sera nettement inférieure à ce qu'elle a été depuis 1975. Certains secteurs parmi les plus importants semblent avoir fait le « plein d'emploi » depuis 15 ans. Ceux des finances, de l'assurance et de l'immobilier ont embauché plus de 40 % de sa main-d'oeuvre actuelle entre 1975 et 1988. Même chose dans le domaine des services où la proportion atteint 50 %. Beaucoup de gens sont loin de la retraite ! Toutefois, la croissance du secteur des services demeurera relativement élevée, car, l'évolution de la démographie et des modes de vie y concentre la création d'emplois.

La situation est à l'inverse du côté manufacturier où la faible croissance de la main-d'oeuvre depuis 1975 laisse présager un vieillissement des travailleurs. Pour la première fois depuis de nombreuses années, il y aura place pour

l'embauche des jeunes arrivants. Dans le secteur primaire enfin, il faut anticiper une accélération de la décroissance plutôt qu'une diminution du rythme de croissance.

Ce tableau oblige à conclure, qu'en règle générale, les divers champs professionnels seront en situation de surplus ou d'équilibre et non de pénurie. Les jeunes désireux d'entrer sur le marché du travail auront donc à faire face à une forte concurrence. D'où viendra cette concurrence ? Des femmes qui reviennent sur le marché du travail, des travailleurs en provenance des autres provinces du Canada ou des autres pays, de la main-d'oeuvre déjà en place, surtout celle entre 25 et 45 ans, scolarisée et expérimentée comme jamais. Celle-ci est susceptible de postuler pour les nouveaux postes. Il faut tenir compte de cette mobilité, bien qu'il soit difficile d'évaluer

l'ampleur de ce phénomène.

Une telle concurrence incite au réalisme. Dans certains domaines, dont les techniques administratives, les diplômés des cégeps pourront être surqualifiés pour les emplois qui leur seront offerts. Beaucoup devront commencer comme commis. Par contre, les perspectives de devenir cadres intermédiaires sont bonnes à moyen terme et ils resteront moins longtemps au bas de l'échelle que ceux qui auront une formation moindre.

Faut-il pour autant désespérer de trouver chaussure à son pied ? Pas du tout. L'analyse attentive d'un champ d'activité professionnelle permet souvent d'identifier des zones moins achalandées. Ces zones peuvent se situer dans une région particulière, dans les PME, même si la grande entreprise affiche complet, ou dans un domaine de compétence spécifique.

Prenons l'exemple de la catégorie des technologues et techniciens en sciences physiques. Les besoins bruts, pour la période 85-93, sont estimés à 1586 postes et l'offre à 2702 candidats. Qui plus est, cette offre est partielle. Car, elle ne tient compte que des chômeurs à la recherche d'un emploi dans ce secteur et des nouveaux arrivants issus des collèges ou des universités. L'apport d'autres sources, comme l'immigration, les femmes qui réintègrent le marché ou résultant de la mobilité professionnelle, n'est pas comptabilisé.

L'offre étant supérieure à la demande, il faut parler de surplus. Cependant, ce n'est pas le cas pour les spécialistes en matières plastiques qui font partie de ce groupe. Pour ces techniciens, les perspectives sont bonnes, l'industrie québécoise du plastique faisant même face à des difficultés de recrutement de main-d'oeuvre qualifiée.

L'évolution technologique signale des pistes à celui qui veut se placer en situation favorable. Un

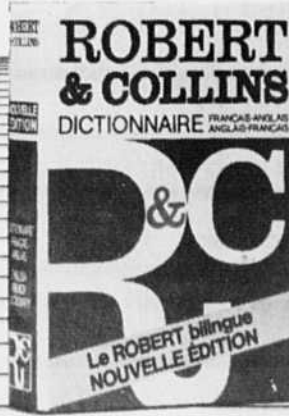
Voir page 2 : Quelques pistes

■ Trois pages d'offres d'emploi à consulter

DES OUTILS POUR RÉUSSIR!



LE MOT JUSTE ROBERT



DICO ROBERT



Quelques pistes pour se tirer d'affaire

exemple parmi d'autres : les spécialistes des équipements de production informatisés — machines-outils à contrôle numérique, robots industriels, conception et fabrication assistées par ordinateur — seront recherchés au cours des prochaines années. Dans une certaine mesure d'ailleurs, les changements technologiques favorisent l'embauche de jeunes diplômés plus au fait souvent des nouvelles technologies.

Des facteurs sociaux dessinent le marché de demain. Le vieillissement de la population explique que le secteur de la santé connaîtra une croissance de 26 % d'ici l'an 2000. Ce rythme de 2 % par année dépasse largement la hausse moyenne anticipée de 1,3 % pour l'ensemble des professions. Une des caractéristiques de ce grand groupe professionnel est qu'il présente en général d'excellentes pers-

En situation de forte concurrence, le diplôme dans la spécialité ne suffit plus à démarquer deux candidats. Les employeurs se basent donc sur d'autres critères pour faire leur choix. Toutes les enquêtes convergent, les aptitudes et les compétences les plus recherchées sont les suivantes : aptitude à communiquer et à transmettre ses connaissances, capacité de suivre une formation continue ; compétences en gestion et en supervision, connaissance des systèmes informatisés, talent pour la vente.

Par un choix judicieux des cours complémentaires et optionnels, des expériences de travail, un étudiant peut raffiner son profil et se donner ainsi un avantage comparatif. Rien ne l'empêche d'obtenir du Centre de main-d'oeuvre local la liste des employeurs de sa région qui embauchent dans sa spécialité et de

Un des facteurs identifiés comme importants, les stages en emploi, ne relève pas de la volonté du jeune. Il faut donc souhaiter que les établissements d'enseignement pensent à les généraliser. Surtout qu'ils ont, comme autre avantage, de permettre au jeune d'évaluer, en cours de formation, la pertinence de son choix.

Même s'ils mettent toutes les chances de leur côté, bien des jeunes devront commencer leur vie professionnelle sous le signe de la précarité. Ainsi le veut une des contradictions majeures de notre société industrielle. Afin de s'adapter rapidement aux fluctuations du marché, à la concurrence internationale et aux changements technologiques, les entreprises privilégient les emplois précaires, l'embauche des temps partiels, des surnuméraires, des contractuels, des pigistes. Pour réduire encore plus leur masse salariale, ils remplacent des postes internes par des contrats avec des firmes externes et des entreprises de location de personnel.

Ces mêmes employeurs tiennent pourtant officiellement un discours opposé. Ils affirment que leur main-d'oeuvre constitue un actif important et même l'atout décisif qui permettra à leur entreprise, une fois la technologie acquise, de se hisser au premier rang. Cette contradiction risque de créer une société où l'on retrouvera d'une part des travailleurs réguliers et bien protégés et, de l'autre, des travailleurs vulnérables aux moindres soubresauts du marché du travail.

Les parents ont eux aussi certaines contradictions à résoudre. La dévalorisation dans laquelle ils tiennent la formation professionnelle technique oriente trop de jeunes vers une formation générale. Très souvent, celle-ci ne les mènera nulle part à moins qu'ils ne poursuivent des études universitaires avancées. Parfois, seuls une maîtrise ou un doctorat leur assureront de se tailler une place confortable et à la hauteur de leurs qualifications. C'est trop demander à beaucoup de jeunes. Ils abandonnent leurs études en cours de route.

Par rapport aux détenteurs d'un
Voir page 4 : Pistes

« Il est très important que le jeune ait une information valable et complète sur sa situation professionnelle future, son autonomie et sur ceux qui vont graviter autour de lui. »

pectives autant aux diplômés du collégial qu'aux diplômés universitaires.

Ici encore, l'évolution de certaines professions sera fortement influencée par l'apparition de technologies nouvelles. Elles feront naître des champs de spécialisation encore inconnus qui ouvriront la voie aux jeunes à l'affût des changements, particulièrement en médecine, techniques de laboratoire et techniques de radiologie.

Des décisions politiques influencent le marché du travail. Les ressources budgétaires que l'on affectera à la prévention dans les domaines de la santé et de l'environnement par exemple auront une incidence sur la demande du marché du travail. Suivre l'actualité, se tenir au courant des tendances font aussi partie de la réflexion professionnelle.

téléphoner à ces entreprises afin d'ajuster encore plus étroitement sa formation à leurs attentes. Il lui appartiendra de faire valoir dans son curriculum vitae, et lors de l'entrevue, les aptitudes, les compétences et les habiletés qu'il aura développées.

L'enquête *Relance* du ministère de l'Éducation du Québec fait pour sa part ressortir les facteurs qui facilitent l'intégration des jeunes diplômés sur le marché du travail. Les résultats (voir tableau) permettent de tracer le profil gagnant du technicien diplômé. Il mise gros sur l'entrevue et s'y est bien préparé. Son curriculum vitae fait état d'emplois qu'il a occupés au cours de ses études ou l'été, dont certains ont un lien avec sa discipline de formation. Il s'est constitué, au cours des années, un réseau de connaissances. Enfin, il est disposé à déménager pour occuper un emploi.

Besoins en techniciens d'ici l'an 2000

Titre professionnel	Période	Emploi			Besoins bruts		
		Début de période	Fin de période	Crois. ann. moy.	Crois. emploi	Érosion	Total
Admin. services	1988-1992	14 828	16 366	2,50	1 538	1 194	2 731
	1988-2000	14 828	20 274	2,64	5 446	4 030	9 476
Admin. production	1988-1992	14 533	15 466	1,57	933	1 263	2 197
	1988-2000	14 533	16 294	0,96	1 761	3 882	5 643
Admin. construc.	1988-1992	2 990	3 158	1,37	167	293	460
	1988-2000	2 990	3 177	0,51	187	921	1 108
Autres admin.	1988-1992	26 985	28 757	1,60	1 772	2 773	4 546
	1988-2000	26 985	31 571	1,32	4 587	8 791	13 378
Agents financiers	1988-1992	47 867	50 485	1,34	2 618	4 142	6 760
	1988-2000	47 867	55 292	1,21	7 425	13 095	20 520
Anal. de l'org.	1988-1992	2 166	2 299	1,50	133	148	280
	1988-2000	2 166	2 565	1,42	399	471	870
Agents du personn.	1988-1992	8 925	9 236	0,86	311	463	804
	1988-2000	8 925	10 042	0,99	1 117	1 976	3 093
Agents d'achats	1988-1992	5 352	5 693	1,56	341	463	804
	1988-2000	5 352	6 203	1,24	851	1 450	2 302
Chimistes	1988-1992	2 321	2 472	1,58	151	128	279
	1988-2000	2 321	2 684	1,22	362	398	760
Tech. Sc. phys.	1988-1992	5 675	6 138	1,98	463	353	816
	1988-2000	5 675	6 618	1,29	943	1 099	2 042
Biologistes	1988-1992	2 035	2 127	1,12	92	146	239
	1988-2000	2 035	2 388	1,34	353	466	820
Tech. en biologie	1988-1992	3 200	3 291	0,70	91	136	227
	1988-2000	3 200	3 589	0,96	388	427	816
Tech. santé	1988-1992	1 884	2 063	2,30	179	199	378
	1988-2000	1 884	2 387	1,99	503	643	1 146
Tech. radiologie	1988-1992	2 649	2 924	2,50	275	243	518
	1988-2000	2 649	3 381	2,05	732	785	1 517
Tech. lab. méd.	1988-1992	9 467	10 308	2,15	842	848	1 690
	1988-2000	9 467	11 850	1,89	2 383	2 725	5 108
Tech. ingén.	1988-1992	15 408	16 906	2,35	1 498	564	2 062
	1988-2000	15 408	18 424	1,50	3 017	1 787	4 803
Tech. juridiq.	1988-1992	1 700	1 762	0,90	62	119	180
	1988-2000	1 700	1 963	1,21	263	377	640
Biblioth. archiv	1988-1992	4 403	4 397	-0,04	-6	642	636
	1988-2000	4 403	4 895	0,89	491	2 034	2 526
Tech. de biblioth.	1988-1992	1 670	1 630	-0,60	-40	189	149
	1988-2000	1 670	1 812	0,68	142	598	740
Biblio.-musées	1988-1992	1 302	1 306	0,07	4	112	115
	1988-2000	1 302	1 454	0,92	152	354	506
Admin. biblio.	1988-1992	907	932	0,68	25	84	109
	1988-2000	907	1 020	0,99	114	264	378
Teneur de livres	1988-1992	84 341	90 282	1,72	5 941	9 007	14 948
	1988-2000	84 341	98 238	1,28	13 898	18 458	42 356
Comptabilité	1988-1992	1 163	1 231	1,43	68	98	166
	1988-2000	1 163	1 335	1,15	172	310	482
Pompes funèbres	1988-1992	992	1 042	1,24	50	159	209
	1988-2000	992	1 142	1,19	151	507	658
Machinistes	1988-1992	15 018	16 740	2,75	1 722	900	2 622
	1988-2000	15 018	18 406	1,71	3 388	2 851	6 238
Machines-outils	1988-1992	2 598	2 982	3,50	383	158	541
	1988-2000	2 598	3 259	1,91	660	503	1 163
Contrôle usinage	1988-1992	341	396	3,79	55	44	99
	1988-2000	341	445	2,24	104	144	247
Montage moteurs	1988-1992	434	517	4,50	83	20	103
	1988-2000	434	612	2,91	178	66	244
Montage aéronef	1988-1992	2 094	2 496	4,49	402	150	552
	1988-2000	2 094	3 275	3,80	1 181	523	1 704
Inst. précision	1988-1992	489	489	0,02	0	38	38
	1988-2000	489	592	1,60	103	125	228
Fab. électronique	1988-1992	3 864	4 469	3,71	605	301	906
	1988-2000	3 864	4 632	1,52	768	909	1 677
Install. électron.	1988-1992	6 086	6 663	2,29	577	255	832
	1988-2000	6 086	7 229	1,44	1 143	800	1 943
Contrôl. app. élec.	1988-1992	2 366	2 731	3,66	365	190	555
	1988-2000	2 366	2 859	1,59	493	579	1 072
Rép. radio-TV	1988-1992	1 345	1 483	2,49	139	74	213
	1988-2000	1 345	1 663	1,79	319	238	556
Contremaî. plastiq	1988-1992	934	882	-1,42	-52	50	-2
	1988-2000	934	915	-0,17	-19	150	131
Tech. plastiq.	1988-1992	3 992	3 859	-0,83	-134	165	31
	1988-2000	3 992	4 032	0,08	40	505	545
Contrôleplastiq.	1988-1992	978	929	-1,27	-49	46	-2
	1988-2000	978	957	-0,18	-21	140	120
Fab. caoutch.	1988-1992	3 094	2 930	-1,35	-163	159	-5
	1988-2000	3 094	3 009	-0,23	-85	479	395
Méc. aéronefs	1988-1992	2 955	3 141	1,54	186	185	371
	1988-2000	2 955	3 511	1,45	556	590	1 146

BACHELIER(ÈRE)
DE L'ÉCOLE
DES HAUTES ÉTUDES
COMMERCIALES

LE TITRE PARFAIT
QUAND ON VISE HAUT.

Conditions d'admission
• Détenir un diplôme d'études collégiales (DEC)
• et avoir réussi les cours Maths 103, Maths 105 et Maths 203.

Ecole des
Hautes Études
Commerciales
Affiliée à
l'Université de Montréal



Trimestre d'automne 1990

Date limite pour déposer une demande
d'admission au **programme de baccalauréat en administration des affaires (B.A.A.) en classes du jour**

1^{er} mars 1990

Renseignements et formulaires :
Bureau du registraire
École des Hautes Études Commerciales
5255, avenue Decelles
Montréal (Québec)
H3T 1V6

(514) 340-6151



Les techniques administratives mènent à tout

Jean-Marc Papineau

Les techniques administratives peuvent mener à tout. Édith Majeau en sait quelque chose. Finissante du programme de gestion industrielle du Collège Ahuntsic à 21 ans, elle est cinq ans plus tard propriétaire de MKE, une entreprise de la Rive-Sud de Montréal spécialisée dans l'équipement de cuisine. La remontée de cette compagnie — acculée à la faillite au pire de la récession en 82 — a été à ce point spectaculaire — contrôle actuel de 40 % du marché québécois — qu'Édith Majeau a décroché le dernier prix des Jeunes Entrepreneurs de la Banque fédérale de développement. Informatisation des opérations, meilleur contrôle des coûts de production, de la qualité des produits et des échéanciers de livraison... Autant de principes acquis sur les bancs d'école qu'Édith Majeau a su brillamment appliquer au sein de son entreprise.

Les techniques administratives constituent la formation professionnelle la plus populaire du réseau collégial : 34 % des diplômés proviennent de ce secteur. Les deux premières années, tous reçoivent la même formation de base. Et la troisième année est celle de la spécialisation. On a le choix entre sept options, notamment le marketing, la finance et la gestion industrielle.

Dans ce dernier champs de spécialisation, les diplômés sont une denrée rare. Seulement trois cégeps offrent ce programme au Québec. Au Collège Ahuntsic, par exemple, il n'y a eu que 16 finissants pour l'année scolaire 1988. Résultat ? Pénurie de personnel qualifié dans ce poste névralgique, taux de placement et salaire initial en conséquence. À l'échelle provinciale, 79 % des candidats disponibles en gestion industrielle se trouvent un emploi permanent, avec un salaire de départ allant jusqu'à 25 000 \$, comparativement à 72 % pour la

moyenne des techniciens administratifs dont la rémunération débute plutôt dans les 20 000 \$. Pour la région métropolitaine de Montréal, on parle d'un taux de placement de 100 % ces dernières années, comparativement à 85 %.

En outre, les emplois offerts dans ce domaine sont particulièrement intéressants. « En raison de la nature de notre économie qui se caractérise par l'activité d'une multitude de PME, explique Bernard Racette du Service de placement au Collège Ahuntsic, les techniciens en gestion industrielle deviennent rapidement les bras droits des propriétaires de petites entreprises, principalement dans le secteur manufacturier, puisqu'ils s'occupent de toutes les étapes de la production : politique d'achats, gestion des stocks, contrôle de la qualité, délais de livraison, etc. Il y a aussi des grandes entreprises, comme Canadair, Bell Helicopter ou Molson, qui embauchent chaque année des finissants dans leur département de contrôle de la qualité de leurs produits, un département de plus en plus vital en raison de la concurrence accrue au niveau mondial. »

« Tous les problèmes de nos industries, renchérit Claude Benedetti, responsable du département des techniques administratives au Collège Ahuntsic, gravitent autour de la productivité et de la qualité. Dans un contexte de libéralisation des échanges commerciaux, l'expansion de nos entreprises, et même la survie de certaines d'entre elles, passent par une plus grande compétitivité, grâce notamment à la production de produits hauts de gamme dans des niches spécialisées. Or, c'est justement le travail du technicien en gestion industrielle que d'établir des méthodes de travail pour améliorer ces aspects-là. »

Pourtant, la majorité des techniciens administratifs choisissent l'option finance, la spécialisation la moins rémunératrice. Selon Claude Benedetti, il y a surabondance de candidats dans ce secteur. « Pas

moins de 42 cégeps forment annuellement une soixantaine d'étudiants. Mais voilà, on trahit notre vocation de formation terminale puisqu'environ 30 % des finissants au finance poursuivent des études universitaires, faute d'emploi disponible la plupart du temps. » Selon les plus récentes statistiques, seulement 71 % des techniciens québécois en finance se trouvent un emploi permanent et 9 % un emploi à temps partiel, à titre de teneur de livres ou de commis comptable dans des entreprises de toute taille oeuvrant dans tous les secteurs d'activité. Les autres sont, six mois après la fin de leurs études collégiales, en chômage ou ont un emploi non-relaté à leur formation académique.

Qui plus est, nombre d'employeurs incitent les détenteurs d'un DEC en finance à entreprendre des études universitaires à temps partiel. « Cela est particulièrement répandu chez les bureaux de comptables agréés, fait remarquer Bernard Racette. Leurs techniciens en finance doivent s'engager à devenir comptables agréés après un certain nombre d'années, habituellement cinq ans après leur embauche. Mais de la sorte, ils peuvent éventuellement acquérir le statut envié d'associé. »

« Les emplois intéressants en finance, ajoute Claude Benedetti, requièrent des études universitaires. Et cela prend beaucoup de temps si on commence par travailler comme technicien. »

Même chose pour la spécialisation en marketing, disponible dans 23 cégeps. Les techniciens du collégial sont cantonnés dans des postes de vente, de représentation ou encore, de gérance de commerces de détail. Les postes plus valorisants reliés à l'élaboration d'études de marchés et de campagnes de marketing sont l'apanage des universitaires. Ici, le taux de placement des finissants du collégial pour l'ensemble du Québec chute à 64 % pour les emplois permanents et à 6 % pour les emplois à temps partiels. Sur les 28 finissants en marketing du Collège Ahuntsic pour l'année scolaire 1988, quatre sont retournés au cégep à plein temps, six ont entrepris des études universitaires et... dix ont un statut inconnu des autorités !


À compter de la session d'automne 1991, la formation en techniques administratives va être remaniée. Principal changement : la formation de base va être allongée, passant de quatre à cinq sessions, et la formation spécialisée réduite à une seule session. Pourquoi ? « Pour satisfaire les besoins exprimés par la majorité des cégeps, explique Claude Benedetti, ceux à l'extérieur des grands centres urbains où on ne note pas une grande différence dans les tâches des différents techniciens administratifs. Les cégeps de la région de Montréal, eux, se sont battus contre ce glissement vers la généralisation. Car cela va à l'encontre des exigences de nombre d'entreprises qui, déjà, se plaignaient que les techniciens n'étaient pas assez spécialisés. Et pourtant, on va carrément en sens inverse !

Peut-être cette restructuration sera-t-elle une nouvelle cause de la désaffection de la formation professionnelle des cégeps laquelle on assiste depuis les années 80 ?



PHOTO BFD

Édith Majeau, graduée en gestion industrielle du Collège Ahuntsic à 21 ans, elle est cinq ans plus tard propriétaire de MKE, une entreprise spécialisée dans l'équipement de cuisine. Elle vient de décrocher le dernier prix des Jeunes entrepreneurs de la BFD.

 Office des professions
du Québec

Dans votre intérêt

la loi a créé 40 corporations professionnelles et le Conseil interprofessionnel du Québec.

Dans votre intérêt

ces 40 professions sont régies par le Code des professions.

Dans votre intérêt

chaque corporation professionnelle doit s'assurer de la compétence et de l'éthique de ses membres et doit veiller à la protection du public.

Dans votre intérêt

la loi a créé l'Office des professions qui conseille le gouvernement sur la création de nouvelles professions et sur la réglementation professionnelle. L'Office des professions s'assure également que les corporations professionnelles font ce qu'elles doivent pour protéger le public. L'Office nomme 130 personnes choisies parmi le public pour siéger comme administratrices ou administrateurs au sein des corporations professionnelles.

Ensemble, les corporations, le Conseil interprofessionnel du Québec et l'Office des professions constituent le système professionnel québécois qui travaille...

Dans votre intérêt



Québec 

320, rue Saint-Joseph Est, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1K 8G5
Tél.: (418) 643-6912 (514) 873-4057

TECHNIQUES EN MUSÉOLOGIE

Un nouveau programme
destiné au perfectionnement
des techniciens et techniciennes
en muséologie
oeuvrant ou désirant oeuvrer
dans les diverses institutions muséales.

Deux cours sont offerts à la
session d'hiver 1990:

Institutions muséales et
Introduction
à la conservation préventive

Ces cours vous sont offerts le soir
et les fins de semaine

Formation aux adultes (514) 667-8821



COLLÈGE
MONTMORENCY

475, boulevard de l'Avenir
Laval, Québec H7N 5H9
(514) 667-5100
Télécopieur (514) 336-0835



Adjoint juridique: un technicien couru avec droit de cité

Nicole Canuel

« Pour les dernières années, le taux de placement des finissants du programme des techniques juridiques était dans les plus élevés de l'ensemble des programmes de formation professionnelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science. En effet, le taux de placement est en moyenne de 80 % depuis 1983. Il arrive même que certaines offres d'emploi ne puissent être comblées. » C'est la constatation fort encourageante que fait Sylvie Bélanger, responsable de la révision du programme des techniques juridiques et professeur au cégep Ahuntsic.

Même que, depuis l'automne 89, le DEC en techniques juridiques est exigé comme prérequis pour devenir huissier. L'étudiant fait son stage dans un bureau de huissiers. Ensuite, il doit demander son permis de huissier stagiaire émis par le gouvernement. Il aura à passer les examens de la Chambre des huissiers. « À l'heure actuelle, re-

marque Sylvie Bélanger, on ne fournit pas à la demande de huissiers. »

Le cégep Ahuntsic offre le programme depuis 1972 et tous les cours du jour se donnent aussi le soir, dans le cadre de l'éducation permanente. Le programme de techniques juridiques se donne aussi à Québec. On compte actuellement 650 techniciens juridiques au Québec.

Au tout début, la demande du marché du travail concernant les techniciens juridiques est venue des greffes des Palais de justice qui avaient besoin de personnel qualifié. Peu à peu, le secteur a été saturé. Les techniciens juridiques ont commencé à lorgner du côté des bureaux d'avocats.

Mais, il leur fallait d'abord tailler leur place. Mission accomplie... à preuve que le Barreau canadien et québécois ont soumis des rapports dans lesquels ils recommandent l'engagement de techniciens juridiques par les avocats. Ces derniers peuvent se libérer de certaines tâches au profit de celles qui sont de leur ressort exclusif. « Les bureaux d'avocats ou de notaires étaient sceptiques au début, affirme Sylvie Bélanger, professeur en techniques juridiques. Maintenant, plusieurs grands bureaux de Montréal vont maintenant confier la presque totalité du département de droit corporatif à des techniciens. »

Le technicien juridique — on l'appelle souvent l'adjoint juridique — c'est l'intermédiaire entre la secrétaire juridique et l'avocat ou le notaire. Il aura à rédiger des actes, faire des procédures, des vacations

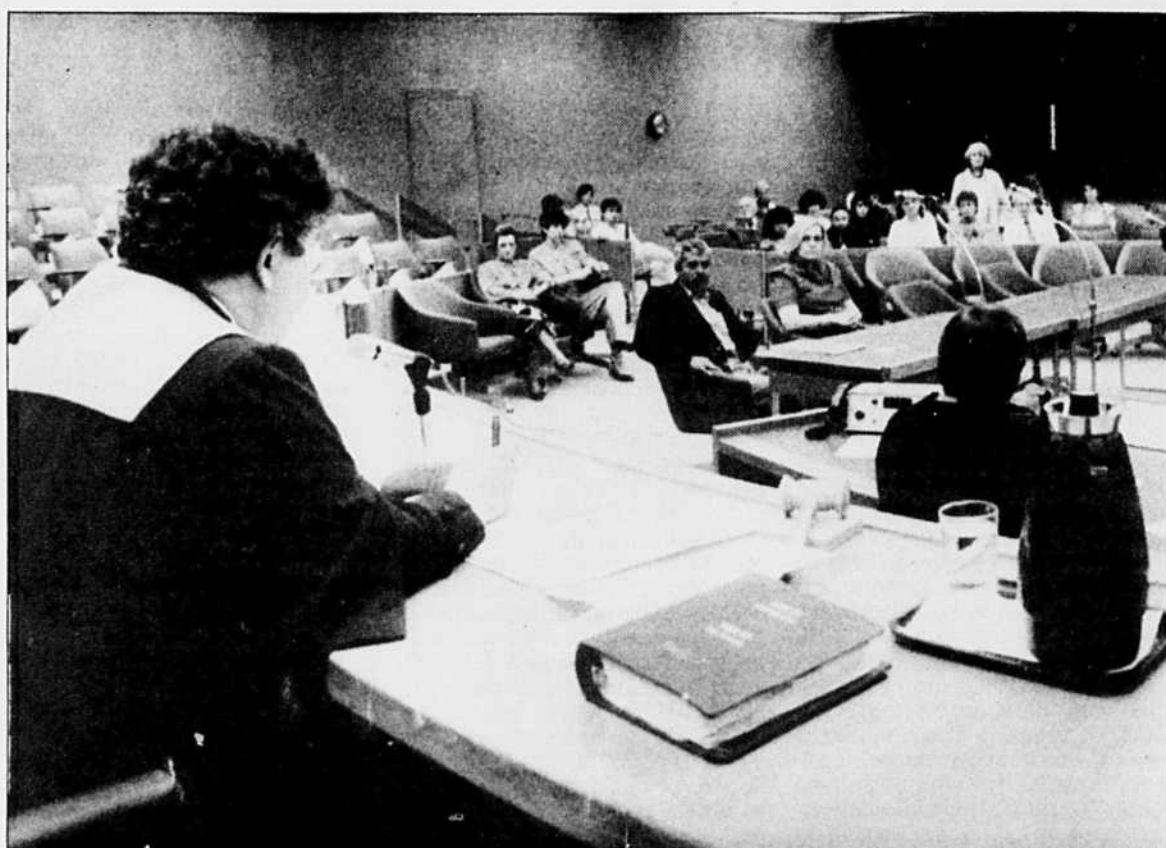


PHOTO JACQUES GRENIER

Le Barreau canadien et québécois recommandent fortement l'embauche de techniciens juridiques dans les études d'avocats. Les bureaux de huissiers se les arrachent aussi.

à la cour, à préparer le dossier pour la plaidoirie à la Cour. Dans certains cas, il aura à recevoir des clients. C'est lui qui a à faire les recherches pour l'avocat ou le notaire.

Le technicien juridique reçoit une formation générale, afin de répondre aux diverses clientèles : le droit corporatif, le droit du travail, les procédures notariales, le droit administratif, le droit criminel, le droit civil, le fonctionnement des greffes, etc. À partir de l'automne 90, les étudiants étrenneront le programme révisé. Tout est informatisé dans le domaine juridique. Les étudiants auront donc à être formés en conséquence. De nouveaux

cours sur l'utilisation de l'igoiciels, la recherche juridique assistée par ordinateur seront ajoutés.

Problème d'immigration ? de divorce ? avec les prêts et bourses ? Une clinique juridique, supervisée par les professeurs du département, est offerte à la communauté du Cégep Ahuntsic par les étudiants en techniques juridiques.

Les qualités requises ? Esprit d'analyse et de synthèse, le goût de la lecture, de la communication écrite et orale, la minutie, la précision, l'autonomie, le sens des responsabilités, l'initiative et parfois même... comédien ?

Dans le cadre des activités para-pédagogiques du cégep, 45 comé-

diens — des étudiants et des professeurs en techniques juridiques — ont même monté une pièce à caractère juridique : *La Brute*. Une autre pièce de leur répertoire porte sur le problème très controversé des mères porteuses.

De plus, chaque année, à l'intérieur du laboratoire de droit, les étudiants organisent un procès-école dans l'auditorium du Cégep. Ils montent un dossier complet à partir d'un procès fictif. Un vrai juge, soit de la Cour du Québec, soit de la Cour supérieure, vient entendre les témoignages et la plaidoirie. Le juge prend sa décision. La Cour au cégep, un événement couru. La séance est levée.

COLLÈGE INTER DEC LE DESIGN VISUEL COMMERCIAL

*Un choix
de carrière*

Étalage
Aménagement
Scénographie
Fabrication de décors
Aérographe (air-brush)
Aménagement par
ordinateur McArchitron
2D-3D Version "5"

COURS DU SOIR DISPONIBLES
AIDE FINANCIÈRE
GOUVERNEMENTALE
DISPONIBLE



SESSION
JANVIER ET AOÛT

UNE FILIALE DE
GROUPE COLLÈGE LASALLE

845-2383



VANIER SEMINAR CENTRE

Une Formation
Micro-Informatique
Unique en son Genre

Cours de micro-informatique

- Introduction à la micro-informatique et DOS
- Hard Disk Management
- Lotus 1-2-3
- Harvard Graphics
- Lotus Freelance Plus
- Symphony
- dBASE III Plus
- dBASE IV
- Multimate Advantage II
- Microsoft Word
- DisplayWrite 4 / Visio4
- WordPerfect 5.0 (3 niveaux)
- Bedford Accounting



848-9900

Vanier Seminar Centre

425, de Maisonneuve ouest, Suite 1006

IBM est une marque déposée de
International Business Machines

◆ Pistes

diplôme collégial technique, ils seront nettement désavantagés s'ils n'ont qu'un DEC général. Ceux qui obtiendront un baccalauréat universitaire devront, dans certaines disciplines du moins, se contenter d'emplois pour lesquels ils seront surqualifiés.

Choisir une carrière est aujourd'hui une démarche complexe qui demande de la réflexion et de disposer d'une abondante information. Il ne suffit pas de savoir où seront les débouchés mais également de connaître la compétition que l'on aura à affronter. Il faut se renseigner sur les lois et les exigences du marché vers lequel on se dirige afin de développer en conséquence ses aptitudes et certaines compétences complémentaires. Il faut peut-être d'abord et avant tout, dans un marché où la concurrence est à ce point vive, choisir une orientation qui corresponde à ses goûts et à ses intérêts : c'est de là que viendront la motivation et la combativité qui permettront de se tailler une place.

NDLR — Cette analyse a été réalisée avec la collaboration de la direction des services économiques de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada, région du Québec. L'équipe était composée de Marcel Lapiere, chef du Système de projections des professions au Canada pour le Québec et des économistes Ginette Chalifoux et Sylvain Bélisle.



L'aéronautique garde sa vitesse de croisière

Anne Pélovas

On le sait : le Québec, et tout particulièrement la région de Montréal, sont à la fine pointe des technologies dans le secteur de l'aéronautique. Acquérir une formation dans ce domaine-là, c'est réellement s'assurer pour l'avenir, parce que les entreprises sont nombreuses, importantes par leur taille et qu'elles recrutent très régulièrement des techniciens nouvellement diplômés.

À l'École nationale d'aérotechnique — une composante du collège Édouard-Montpetit — trois programmes sont offerts aux étudiants. Ils permettent d'obtenir, en trois ans à temps plein, un diplôme d'enseignement collégial. Il faut surtout avoir de sérieuses qualités techniques pour s'engager dans cette formation.

La première année est assez « généraliste ». Elle comprend des cours de base, par exemple en français, philosophie, mathématiques, de la physique appliquée ou aérodynamique. Ensuite, la proportion du travail en laboratoire augmente fortement. Les cours de deuxième et troisième années deviennent davantage pratiques et spécialisés, en fonction du programme choisi. En construction aéronautique, les étudiants apprennent ainsi le dessin par ordinateur, la technologie des matériaux, le fonctionnement des robots industriels ou des machines à contrôle numérique.

Avec une spécialisation en techniques de construction, on est conduit à travailler, comme l'explique le conseiller pédagogique de l'école, Jean Béland, dans les usines qui fabriquent soit des avions et des hélicoptères, soit des composants tels que les trains d'atterrissage, les moteurs ou d'autres pièces.

Le deuxième programme de l'École concerne l'entretien mécanique des avions et des hélicoptères. Les débouchés y sont tout aussi nombreux. Certains techniciens seront employés, dès la fin de leurs études, chez les grands transporteurs, tels qu'Air Canada, Nationair ou Inter. D'autres rejoindront les rangs du personnel des petites compagnies d'aviation disséminées sur tout le territoire de la province.

Ceux qui choisissent l'avionique bénéficient également de belles perspectives d'emploi. Cette spécialité regroupe toute l'électronique appliquée à l'aviation, des radars au pilotage automatique, en passant par les télécommunications, l'instrumentation et l'électronique électronique. Les diplômés de l'École nationale d'aérotechnique peuvent être facilement recrutés dans l'industrie de fabrication, entre autres pour l'installation des appareils d'avionique à bord des avions. Il existe aussi de plus petites compagnies, très spécialisées, qui font appel à eux pour la mise au point ou la révision de ces systèmes d'électronique appliquée.

En fait, le placement des étudiants en aérotechnique est très élevé. D'après Jean Béland, au moins 95 % d'entre eux trouvent très rapidement un emploi. Rien d'étonnant à cela, car pour deux programmes sur trois — la construction aéronautique et l'entretien des aéronefs — on constate que le nombre des offres d'emploi est deux fois supérieur à celui des finissants. Le secteur de la fabrication

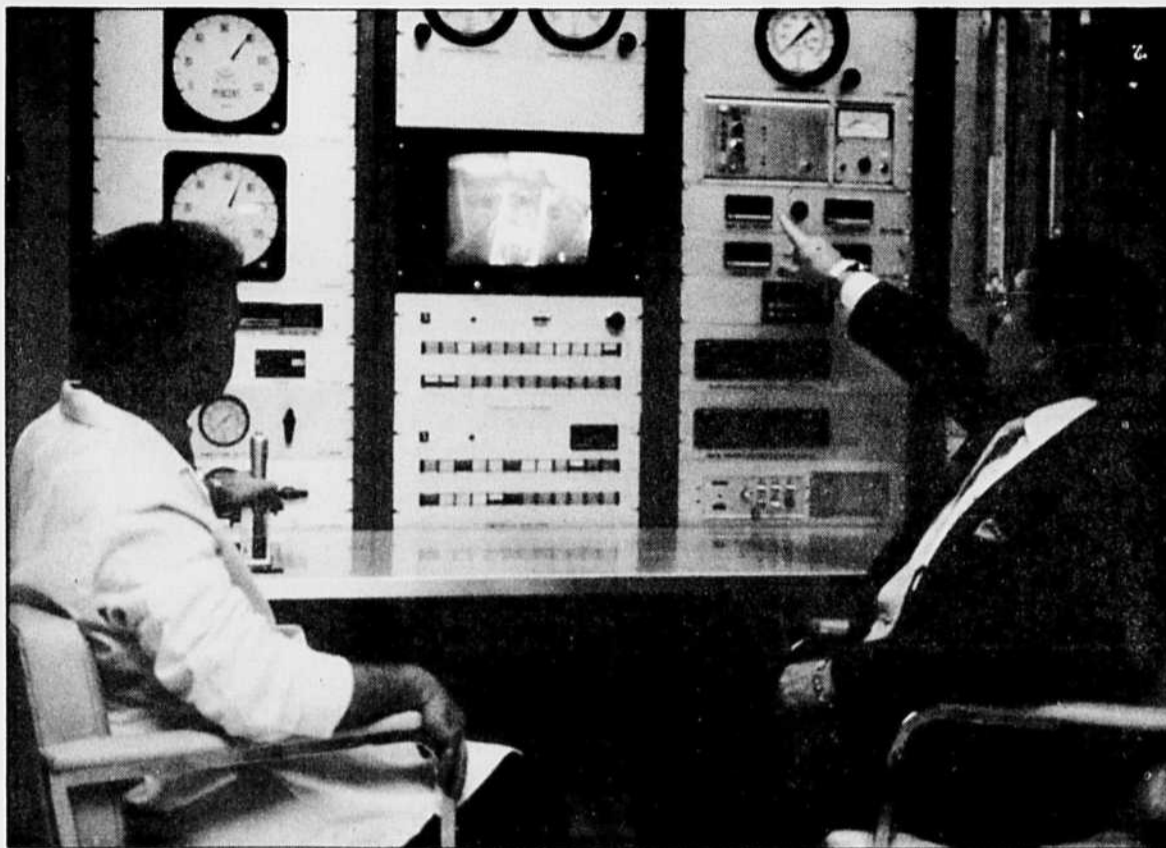


PHOTO JACQUES NADEAU

Les diplômés de l'École d'Aéronautique sont rapidement recrutés par le secteur de la fabrication, entre autres pour l'installation des appareils d'avionique.

est tout particulièrement florissant. Dans l'industrie, en effet, on travaille moins pour le marché national que pour l'exportation. Du coup, ce sont les entreprises de construction aéronautique — par exemple Canadair, Bell Hélicoptères ou Pratt et Whitney — qui constituent les plus gros employeurs. Les étudiants de la région de Montréal vont fréquemment choisir cette formation en techniques de construction. Parce que leurs débouchés sont sur place, qu'ils sont généralement bien informés de la situation du secteur et qu'ils souhaitent travailler dans de grandes entreprises.

Aucun problème non plus du côté du placement des étudiants en entretien mécanique. Ceux-là viennent surtout de l'extérieur de Montréal. La plupart sont attirés par le fait de pouvoir ensuite travailler dans un aéroport local, chez eux, à Gaspé ou à Sept-Îles. Et ils ont raison de le penser, même si certains d'entre eux intégreront aussi des compagnies de transport aérien basées dans la région métropolitaine.

En avionique, par contre, la situation est un peu différente. Le placement est aussi très bon, mais légèrement plus lent. Pour une raison bien simple : les entreprises de ce secteur sont moins nombreuses.

Malgré ces facilités d'embauche, l'École nationale d'aérotechnique connaît des difficultés de recrutement d'étudiants. Chaque programme peut en accueillir 150 par an, mais on dépasse rarement la centaine de candidats. « Depuis les cinq dernières années, constate Jean Béland, nous avons même été obligés de faire un deuxième tour en construction et en avionique. » Pour améliorer les niveaux d'études, l'école aimerait bien pouvoir sélectionner davantage, mais les demandes sont insuffisantes. « On prend tous ceux qui sont admissibles », dit-il, tous les candidats qui remplissent les conditions de base pour suivre l'enseignement sont donc acceptés. C'est bon à savoir !

Pourquoi les étudiants boudent-ils alors un secteur de formation aussi valorisant et prometteur pour leur carrière future ? D'après Jean Béland, la principale raison tient au

fait que les programmes offerts sont difficiles et exigeants. Ils demandent des efforts importants de la part des étudiants. Pas question d'entrer en dilettante à l'École d'aérotechnique et de dormir ensuite sur ses lauriers !

De plus, il est évident que les difficultés rencontrées pour attirer des jeunes s'inscrivent dans un cadre plus général, celui « des for-

mations techniques qui sont un peu dévalorisées en ce moment dans la population, alors qu'on favorise davantage les études universitaires ». Les métiers techniques n'ont guère « la cote » auprès du public. Certains offrent pourtant l'assurance de travailler dès la fin des études dans un secteur d'avenir. C'est évidemment le cas des formations en aéronautique.

L'ÉTS, l'université technologique BACCALaurÉATS EN GÉNIE

Aux diplômés et aux futurs diplômés du DEC professionnel en techniques physiques ou informatiques, aux technologues, aux techniciens sur le marché du travail et aux candidats qui possèdent des connaissances appropriées, une expérience jugée pertinente et qui sont âgés d'au moins 22 ans, l'École de technologie supérieure vous offre, la possibilité d'être admis dans un des programmes de baccalauréats en génie suivants :

- Baccalauréat en génie et gestion de la construction
- Baccalauréat en génie électrique
- Baccalauréat en génie mécanique
- Baccalauréat en génie de la production automatisée

Ces programmes sont offerts en sessions continues selon le système d'enseignement coopératif (alternance de sessions de cours et de stages rémunérés en industrie).

DATES LIMITES D'ADMISSION

Temps plein : 1er mars 1990
Temps partiel : 1er juin 1990

Bureau du registraire
École de technologie supérieure
4750, avenue Henri-Julien
Montréal, H2T 2C8
Téléphone: (514) 289-8888



Université du Québec

École de technologie supérieure



J'ai fait des études
collégiales
et je n'ai pas d'emploi.

Je vais régler mon problème et m'inscrire chez Teccart. Je ne serai pas le seul, la moitié des étudiants de Teccart ont déjà poursuivi des études collégiales et le cours intensif ne dure que deux ans.

Le développement
foudroyant de
l'électronique assure
beaucoup d'avenir
et de possibilités

Inscrivez-vous maintenant
à un des trois D.E.C. offerts
en cours du jour, régulier
ou intensif.
243.03
Électronique
244.01
Technologie physique
247.01
Technologie de
systèmes ordonnés



Teccart,
fondé en 1945
Déclaré d'intérêt public
Numéro de permis: 749667

5 1 4 - 5 2 6 - 2 5 0 1

Formation à distance
Inscrivez-vous à notre formation
à distance et accumulez des crédits
collégiaux reconnus par le M.E.S.S.



Chimie analytique et biologique, deux professions boudées à tort

Michèle Sarrazin

À l'heure où les entreprises multiplient de plus en plus les contrôles de qualité, celles-ci devront se résoudre à continuer à faire des pieds et des mains pour obtenir les services des technologues en chimie analytique car ce champ d'étude connaît un grave problème de clientèle.

La chimie analytique en chimie industrielle est la discipline qui permet de faire l'analyse des composés d'une matière. À l'aide d'instruments d'analyse modernes, les chimistes peuvent mesurer la quantité de stéroïdes dans le sang des athlètes, les BPC dans les cours d'eau, le plomb dans le lait maternel ou le contenu des roches lunaires.

« Tout irait bien, si on avait des étudiants », lance avec une pointe d'ironie, Pierre Lavertue, coordonnateur du programme de chimie analytique au secteur professionnel du Cégep Ahuntsic, un des huit collèges dans la province à offrir ce programme. « C'est dommage, nous avons des équipements ultramodernes, on sait qu'il y a une demande dans l'industrie, les emplois sont permanents, bien payés et il n'y a pas de gens pour en profiter. »

Plusieurs raisons expliquent cette situation. Bien sûr, il y a les modes. Depuis plusieurs années, il y a un grand intérêt pour les sciences administratives. Semble-t-il, il

ya 20 % de moins d'étudiants au Québec qui s'inscrivent dans les techniques physiques.

Ensuite, le cours est exigeant. Il est presque aussi difficile qu'un DEC en sciences pures au secteur régulier. Sur les 24 cours de spécialisation, 19 sont des cours de chimie, le reste ce sont des mathématiques et de la physique.

Par ailleurs, plusieurs étudiants qui s'inscrivent à ce cours ne sont pas ceux qu'il faudrait avoir. Beaucoup sont plus faibles au plan académique. Ils ont des problèmes en mathématiques et avec la maîtrise de la langue française. Or, il faut les deux pour faire de la chimie. Plusieurs viennent au secteur technique parce qu'ils ne sont pas assez forts pour le cours général en sciences pures. Le fait que les changements de programmes au secondaire donnent moins de place aux sciences pures, au détriment de l'écologie ou de la biologie, n'aide pas non plus la situation.

Le secteur technique est aussi boudé parce que les étudiants pensent qu'ils vont occuper des emplois inintéressants, routiniers et qu'ils seront des sous-fifres le reste de leur vie.

Or, une carrière en chimie analytique peut être très intéressante, affirme M. Lavertue. Les gradués sont des technologues et non des techniciens, c'est-à-dire qu'ils doivent faire preuve d'esprit critique dans leur travail, de capacité de planification. Une étude réalisée par l'Ordre des technologues du

Québec révèle que la moitié d'entre eux finissent par occuper des postes de chefs de laboratoires ou deviennent cadres.

Les finissants en chimie analytique peuvent travailler dans une gamme étendue de secteurs, dans le secteur manufacturier (pâtes et papiers, mines, agro-alimentaires, pétrochimie, pharmacie, environnement, biotechnologie, etc.), dans des laboratoires indépendants, dans les centres de recherche, dans les entreprises de services, dans les milieux d'enseignement. La majorité des finissants font du contrôle de qualité des produits. Certains d'entre eux se dirigent vers la vente dans l'instrumentation pour le compte de fabricants d'appareils de chimie, un secteur très lucratif si on est débrouillard.

« Les employeurs tiennent à ce que les employés aient un DEC car leur réputation est en jeu. Ils ont de bons produits et veulent des employés compétents pour vérifier la qualité de leurs produits », précise M. Lavertue. Les emplois sont bien rémunérés et dans une forte proportion permanents. D'après un document produit par le service de placement du cégep, 89 % des emplois reliés aux techniques physiques sont permanents dans la région de Montréal-Métropolitain et de 78 % pour la moyenne provinciale.

Par ailleurs, signale M. Lavertue, rien n'empêche un étudiant qui a fait le cours de chimie analytique au secteur technique de poursuivre ses études universitaires s'il en a envie. À la condition de compléter deux ou trois cours, il pourra être accepté en première année universitaire et toutes ses heures de laboratoires seront créditées pour la première année. De plus, s'il étudie à l'université, il n'aura pas de difficulté à se trouver un emploi rémunérateur durant les étés avec un diplôme de chimie analytique en poche.

Selon M. Lavertue, les étudiants ont beaucoup de préjugés face au secteur technique. Souvent, plu-



PHOTO ROBERT ETCHEVERRY

Au Cégep, les étudiants font plus d'heures de laboratoire qu'au niveau universitaire. Ils sont mieux armés pour une carrière pratique.

sieurs d'entre eux s'acharnent à poursuivre leurs études au secteur régulier en sciences pures ou de la santé dans l'espoir de se faire accepter en médecine. Et s'ils sont refusés, ils font un baccalauréat en biologie pour atterrir dans un centre de documentation ou dans un autre emploi peu intéressant parce qu'il n'y a pas beaucoup de débouchés en biologie.

Paradoxalement, il est plus difficile de se placer sur le marché du travail avec un baccalauréat universitaire en chimie parce que les étudiants manquent de formation pratique. À l'université, les étu-

dants ont beaucoup moins d'heures de laboratoires tandis qu'au secteur professionnel, les étudiants font 1000 heures de laboratoires de telle sorte qu'ils maîtrisent la diversité des instruments que l'on retrouve dans les entreprises et les instituts de recherche.

Certes, il y a des appareils très complexes qui demandent de l'interprétation pour lesquels on embauche des bacheliers mais les technologues sont aussi très recherchés.

L'an dernier, une vingtaine d'étudiants ont gradué du programme de chimie analytique et le collègue a reçu 71 offres d'emplois ! « Combien de fois, des employeurs m'appellent pour que je leur réfère un bon étudiant pour un emploi, dit M. Lavertue. Pourtant, ce n'est pas à moi qu'ils devraient s'adresser mais au bureau de placement des étudiants du collège. »

Les étudiants font toujours un stage en fin d'études dans une entreprise et la plupart du temps, les employeurs les gardent. De plus, les gradués en chimie analytique reçoivent dès leur première année sur le marché du travail une rémunération fort intéressante dépassant souvent celle qu'on offre à un finissant des HÉC.

Des études prédisent qu'il y aura pénurie de chimistes au Canada au cours des dix prochaines années. Selon M. Lavertue, cette situation est absurde alors que le gouvernement vote des lois plus strictes pour respecter les contraintes sur les polluants, pour respecter les limites de rejets dans l'environnement, pour faire différents contrôles de produits.



**Association des Orthopédagogues
du Québec Inc.**

137, rue Maden
Valleyfield, Qc J6S 3V5

Chapitre Québec

1335, rue De Longueuil, Québec, Qc G1S 2E9

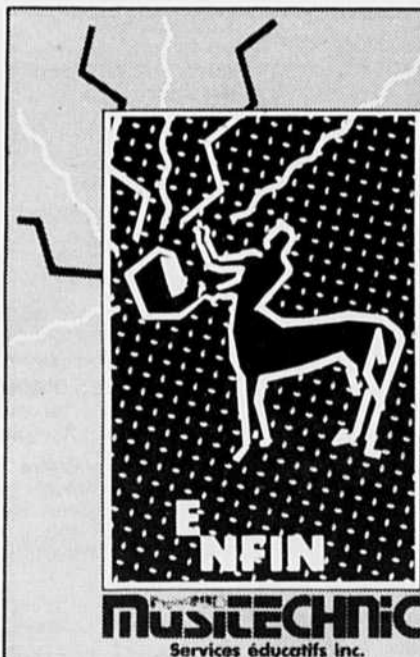


**ORDRE DES AUDIOPROTHÉSISTES
DU QUÉBEC**

835, RUE DES URSULINES
TROIS-RIVIÈRES (QUÉBEC)

G9A 5B8
(819) 373-7770

LES PROFESSIONNELS DE LA PROTHÈSE AUDITIVE



1259 Berr, suite 909
Montréal Qc.
H2L 4C7
514.844.2141

Nombre de places limite Cours théoriques et pratiques
Métro Berri

Le seul établissement
au Québec autorisé
par le ministère de
l'Enseignement
supérieur et
de la Science à
dispenser le
programme:

**CONCEPTION
SONORE
ASSISTÉE PAR
ORDINATEUR
901.24**

Le langage MIDI
L'ordinateur et
l'industrie
musicale

Le studio MIDI
Le séquenceur
Synthèse analogique et
synthèse M.F.

Echantillonnage et
synthèse additive
Studio
d'enregistrement
multipiste

Audio numérique

Attestation études
collégiales
Français ou anglais
De jour ou de soir
Prêts du Gouvernement
Stations de travail
sur place





Grave pénurie de spécialistes des plastiques

Anne Pélovas

Les finissants du programme de transformation des matières plastiques, une fois leur DEC professionnel en poche, n'ont pas à frapper longtemps aux portes des industriels pour se faire embaucher. Les responsables de cette formation technique, qui se targuent de placer chaque année la totalité de leurs étudiants sur le marché du travail, ont le beau rôle!

L'industrie des plastiques compte 600 entreprises au Québec. Sur ce nombre, plus de la moitié travaillent à la transformation des matières plastiques en articles et produits de toutes sortes. C'est un secteur de pointe, le cinquième en importance au Canada et le premier, si l'on considère son taux de croissance annuel. Son problème majeur? La pénurie de personnel spécialisé. D'où l'importance d'une formation adoptée aux besoins des entreprises qui, dans ce secteur, sont surtout des PME, en plein développement et offrant donc de très bons débouchés d'emploi.

La formation donnée au Collège Ahuntsic est presque unique. Seul le collège de la région de l'amiante, à Thetford-Mines, la dispense aussi, mais 70 % des entreprises spécialisées dans la transformation des matières plastiques — celles qui fabriquent des objets, contenant alimentaires, pare-chocs, tuyaux d'arrosage... — se trouvent dans la région de Montréal. C'est donc là que les perspectives d'emplois sont les plus importantes.

Le programme existe dans sa forme actuelle depuis 1985. Il est axé sur les techniques de transformation du plastique et les technologies les plus modernes, entre autres la conception et la fabrication assistée par ordinateur. Ouvert aux titulaires d'un diplôme d'études secondaires avec maths et physique, il permet d'obtenir un DEC professionnel en trois ans, avec une solide connaissance, à la fois théorique et pratique, des principaux procédés de transformation des thermoplastiques.

La première année est commune

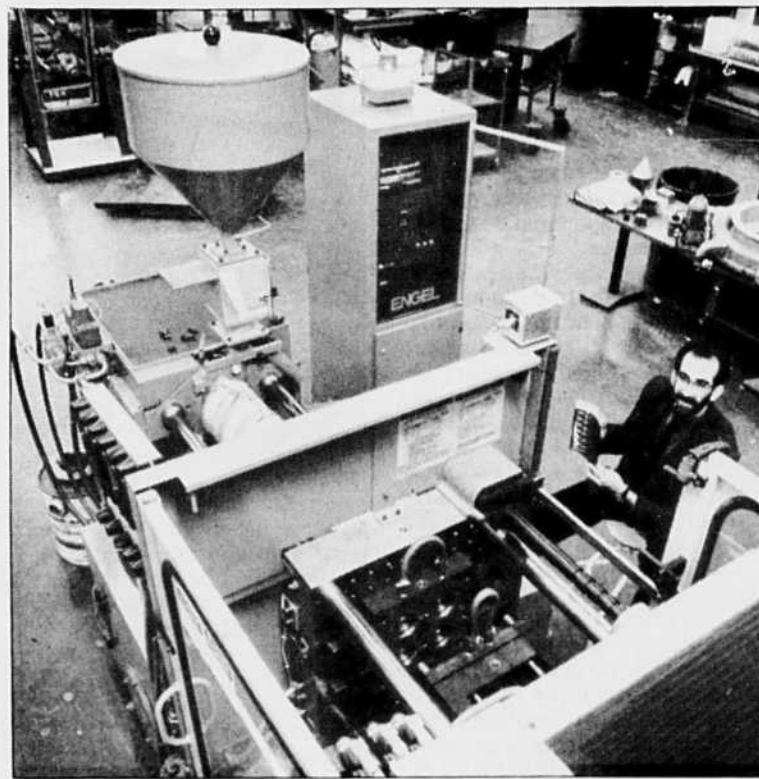
avec le programme de fabrication mécanique. L'étudiant se familiarise ainsi avec les machines-outils utilisées pour la conception des moules. Les deux autres années sont plus spécialisées. Elles comprennent certes des cours de base, de la chimie, de la physique, des mathématiques et du dessin technique, mais surtout une formation théorique et pratique approfondie dans les matières suivantes: mécanique, procédés de transformation thermoplastique, dépannage, étude des matières plastiques, dessin et techniques d'outils et moules, contrôle de la qualité des pièces et produits plastiques, administration et, enfin, synthèse du programme avec réalisation d'un projet de fin d'études.

Dans les entreprises de transformation des matières plastiques, cette formation peut conduire à des emplois variés, par exemple ceux de chef d'équipe, de contremaître, de planificateur ou de gérant dans le secteur de la production d'une entreprise petite ou moyenne. Dans les plus grandes, le technicien occupe une place différente, en s'insérant entre l'ingénieur et les gens de production.

Le contrôle de la qualité offre aussi des perspectives intéressantes aux diplômés, de même que les bureaux d'ingénierie ou d'études techniques qui recrutent parmi eux des concepteurs — dessinateurs de moules ou de pièces en plastique. À moyen terme, les fonctions de représentant technique ou d'acheteur spécialisé leur sont aussi accessibles.

Le salaire moyen d'un débutant dépasse les 20 000 \$, parfois plus, car le nombre d'emplois offerts est de loin supérieur à celui des finissants du Collège. L'an passé, une vingtaine d'étudiants ont obtenu leur DEC. Ils ont eu le choix immédiatement entre une quarantaine d'emplois. Pas si mal! Sans compter, comme le dit Michel Labonté, professeur au département des matières plastiques du Collège Ahuntsic, qu'avec une expérience de deux ou trois ans, « on se les arrache dans l'industrie ».

Certains des 200 gradués sortis du Collège depuis 1970 ont même sauté le pas. En créant leur propre



PME, en devenant consultant technique pour le secteur des plastiques ou concepteur indépendant de pièces et de moules.

Le « hic » de la formation ou plutôt de ce qui vient après, c'est que les étudiants n'ont pas grand choix s'ils souhaitent poursuivre une formation universitaire. « Il n'y a rien sur les plastiques dans nos programmes universitaires », dit Michel Labonté. Ceux qui veulent continuer leurs études peuvent, certes, avoir accès directement à deux baccalauréats de l'École de technologie supérieure. Ou « se rabattre » sur des programmes plus généraux, par exemple en génie chimique, en génie industriel, génie mécanique ou dans le domaine de l'assurance-qualité. Mais, la plupart du temps, ils intègrent directement le monde de l'industrie... qui les attend avec impatience pour venir grossir les rangs de ses quelque 25 000 employés.

Il faut noter cependant que le secteur des plastiques est mal connu... et mal perçu! Les dérivés du pétrole sont fréquemment

assimilés à une source de pollution. Pour de farouches défenseurs de l'environnement, cette formation n'est donc pas une voie facile à prendre. Du coup, l'industrie des plastiques n'apparaît pas à certains comme un secteur d'avenir.

« On s'en rend compte, explique Michel Labonté, quand on fait du recrutement dans les écoles secondaires ». Comparée aux biotechnologies, la vision des étudiants est bien différente! À tort peut-être, si l'on regarde le formidable développement que connaît de nos jours — au Québec comme ailleurs — ce secteur industriel. Un développement qui ne semble d'ailleurs pas être en passe de s'interrompre.

Michel Labonté en est clairement conscient: il faudrait à tout le moins mieux informer les étudiants, sur le secteur et sur des possibilités de formation particulièrement intéressantes pour une carrière future. Car, parfois, certains confondent encore l'étude des matières plastiques avec celle des arts plastiques.

PHOTO JACQUES NADEAU

Dès la première année, l'étudiant doit se familiariser avec les machines-outils utilisées pour la conception de moules. L'industrie des plastiques compte 600 entreprises au Québec.



**L'électronique
c'est aussi
un travail
pour les femmes.**

Personne ne m'empêchera de faire ce que j'aime. L'électronique m'intéresse: bon salaire, environnement intéressant, travail emballant. Il y a de l'avenir en électronique et les femmes y ont leur place. Je m'inscris chez Teccart.

**Il y a
une sérieuse pénurie
de diplômés.
La demande
des entreprises
n'est pas comblée.**

Inscrivez-vous maintenant
à un des trois D.E.C. offerts
en cours du jour, régulier
ou intensif.
243.03
Électronique
244.01
Technologie physique
247.01
Technologie de
systèmes ordonnés



Teccart,
fondé en 1945
Déclaré d'intérêt public
Numéro de permis: 749667

5 1 4 - 5 2 6 - 2 5 0 1

Formation à distance
Inscrivez-vous à notre formation
à distance et accumulez des crédits
collégiaux reconnus par le M.E.S.S.

École des
Hautes Études
Commerciales

Affiliée à
l'Université de Montréal

Le programme de certificat

Un cheminement court qui met
l'accent sur la pratique de gestion.
Conçu pour répondre à vos besoins.
Reconnu pour répondre à vos attentes.

Certificats offerts:

En classes du soir / 30 crédits
Comptabilité I
Comptabilité II
Gestion d'entreprise
Gestion financière
Gestion de la production
et des opérations
Gestion du marketing
Gestion des ressources humaines
Systèmes d'information

Conditions d'admission

- Diplôme d'études collégiales (DEC).
- OU une expérience de travail d'au moins 3 ans et un dossier d'études jugé valable.

Trimestre d'automne 1990

Date limite pour déposer une demande
d'admission à un programme de certificat

1^{er} mai 1990

Renseignements et formulaires:
Bureau du registraire
École des Hautes Études Commerciales
5255, avenue Decelles
Montréal Québec
H3T 1V6
(514) 340-6151

L'esprit d'entreprise



En électrotechnique, les finissants ont l'embarras du choix

Anne Pélovas

Recruter des étudiants semble décidément la difficulté majeure que rencontrent les responsables de formations techniques. Le domaine de l'électrotechnique n'échappe pas à la règle. Selon Pierre Hamel, coordonnateur du programme au Collège Ahuntsic, les jeunes — qui ont plutôt tendance à se diriger vers les universités — manquent singulièrement d'intérêt pour les sciences et techniques. C'est d'autant plus dommage qu'en électrotechnique, comme dans bien d'autres disciplines de ce type, les emplois sont nombreux, variés, bien rémunérés et que les étudiants ont rarement un seul choix pour entrer dans la vie active. Presque un monde à l'envers, dans lequel ce sont les entreprises qui frappent à la porte des jeunes diplômés pour les embaucher !

En fait, c'est auprès des jeunes polyvalentes qu'il faut « vendre la technique ». Pierre Hamel en est bien conscient, lui qui ne parvient pas à remplir à pleine capacité le programme d'électrotechnique du collège. « Depuis trois ans, le nombre d'étudiants se maintient, mais il est en baisse par rapport au début des années 80. Nous en accueillons 98 pour une capacité de 144. Depuis deux ans, nous offrons aussi une session supplémentaire en janvier, ce qui permet d'avoir 25 étudiants en plus ». Le taux de placement ? 100 % et un salaire de 20 000 \$ en moyenne pour les débutants, une somme qui peut doubler en l'espace de cinq ans.

Le programme que suivent les étudiants en électrotechnique regroupe trois spécialités : l'instrumentation et le contrôle ; l'électronique ; l'électrodynamique. L'étudiant ne choisit toutefois l'une ou l'autre qu'au terme de ses deux

premières années au collège. Durant cette période, ils suivront tous le même enseignement de base en électrotechnique.

Celui-ci est réparti en plusieurs modules : l'électronique analogique, qui comprend notamment l'étude des courants continus ou alternatifs et des circuits intégrés linéaires, l'électronique numérique qui s'intéresse aux circuits logiques et numériques ; les micro-ordinateurs (utilisation, fonctions, programmation, assemblage) ; les moteurs et les machines électriques.

La dernière année de la formation ouvre accès à une spécialité. En instrumentation et contrôle, les étudiants travaillent surtout sur l'application des systèmes de contrôle existant dans l'industrie lourde, les capteurs qui servent à mesurer par exemple la pression, la température et le débit ou encore les régulateurs qui, de plus en plus, sont constitués de micro-processeurs et de micro-ordinateurs. La technique acquise leur permettra d'intégrer toutes sortes d'entreprises pour y faire l'entretien, l'installation ou la mise au point de ces systèmes.

Les techniciens de ce type sont en forte demande dans les départements d'instrumentation et de contrôle des grandes compagnies. C'est particulièrement le cas dans les secteurs de la métallurgie, de la cimenterie, de la pétrochimie ou dans celui des pâtes et papiers. Ils peuvent aussi être recrutés par des hôpitaux, pour veiller au bon fonctionnement des instruments médicaux. Enfin, les bureaux d'ingénieurs et les réseaux de distribution de matériel industriel font très fréquemment appel à eux.

Ceux qui choisissent la voie « électronique » auront au moins autant de possibilités d'emplois. Leurs spécialités ? L'entretien, la réparation et la mise en marche d'appareils de télécommunications

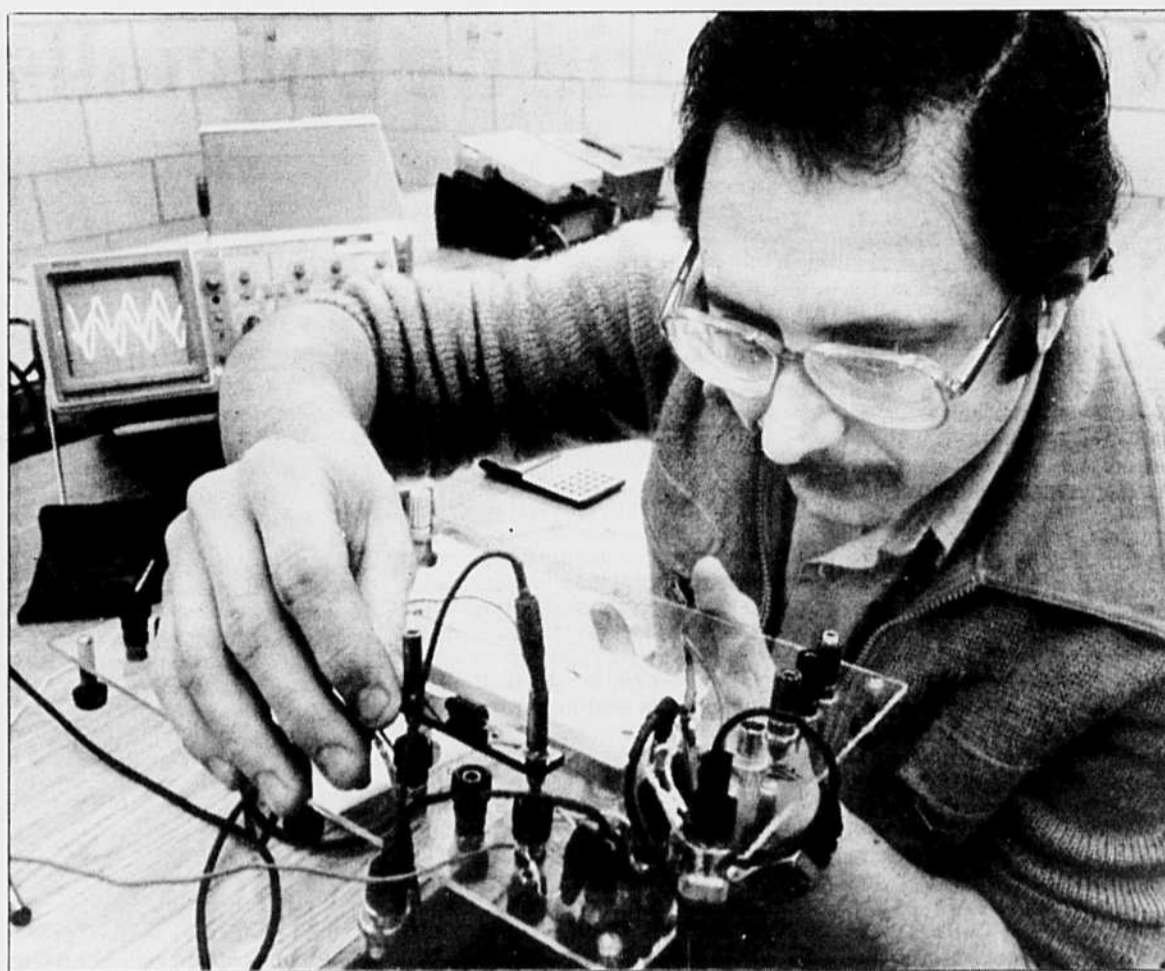


PHOTO JACQUES NADEAU

L'électrotechnique regroupe trois spécialités, l'instrumentation, l'électronique et l'électrodynamique.

et de gros systèmes d'ordinateurs. Les cours dispensés en dernière année au collège leur servent en effet à approfondir leurs connaissances en micro-informatique et en télécommunications (vidéo, télévision, transmission numérique...).

Avec ce bagage, pas de difficultés pour se trouver un emploi. On retrouve ces jeunes techniciens en électronique chez IBM ou chez d'autres grands fabricants d'ordinateurs. Dans les compagnies ou organismes publics qui ont des systèmes informatiques très développés, ils s'occupent de l'entretien et de l'installation du matériel. Pierre Hamel constate qu'il existe des demandes importantes de la part des compagnies de photocopieurs et, dans un tout autre domaine, du côté des utilisateurs d'équipements scientifiques et médicaux. Les en-

treprises qui installent des systèmes de sécurité cherchent aussi, assez fréquemment, des techniciens en électronique. Enfin, la porte des entreprises du secteur des télécommunications leur est grande ouverte.

Ceux qui s'intéressent plutôt à l'électronique industrielle de haute puissance s'orienteront alors vers le programme d'électrodynamique.

La formation leur permettra par exemple d'approfondir leurs connaissances des commandes de moteurs électriques utilisés dans l'industrie pour les pompes ou les turbines. Ce métier de technicien en électrodynamique, ils pourront l'exercer dans tous les secteurs industriels. Le placement des diplômés s'effectue aussi beaucoup auprès de firmes d'ingénieurs-conseil

et chez les distributeurs d'équipements, qui font la mise en marché de matériel électronique puissant dans l'industrie.

Avec l'une ou l'autre de ces trois spécialités, les finissants du programme en électrotechnique sont certains d'avoir rapidement un emploi. C'est en instrumentation et contrôle ainsi qu'en électronique qu'on retrouve le plus d'étudiants. Par contre, seulement 15 % d'entre eux choisissent l'électrodynamique qui offre pourtant des débouchés encore meilleurs, compte tenu des demandes non comblées de l'industrie. Dans tous les cas, la formation du Collège Ahuntsic ouvre de très bonnes perspectives d'emploi.

Ceux qui voudraient néanmoins pousser plus loin leurs études — 6 % à 7 % des finissants le font chaque année — entreront à l'École de technologie supérieure affiliée à l'UQAM. Son programme est réalisé en coopération étroite avec l'industrie. Il permet aux étudiants d'obtenir un bac en génie, avec différentes options (électricité, mécanique ou production automatisée), ce qui peut les conduire ensuite à être ingénieur.

MARIE-VICTORIN

MARIE-VICTORIN



MOI, J'ÉTUDIE EN PREMIÈRE CLASSE!

Avec des profs qui s'intéressent vraiment à nous, avec des programmes d'études variés et des résidences sur le campus, Marie-Vic c'est vraiment la première classe des collèges!

Moi, je voudrais recevoir plus d'information sur la première classe des collèges...

Nom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Tel: _____

Sciences de la nature • Sciences humaines et administratives • Lettres • Arts plastiques • Musique • Informatique • Techniques administratives • Techniques du vêtement masculin et féminin • Techniques d'éducation en services de garde • Techniques d'éducation spécialisée

Notre prospectus et notre videocassette explicatifs sont aussi disponibles chez votre conseiller d'orientation ou chez votre professeur d'Éducation au choix de carrière.

Faites parvenir à l'adresse suivante
Service des Admissions et des dossiers
Collège Marie-Victorin, 7000, rue Marie-Victorin
Montréal (Québec) H1G 2J6

Spécial carrières

Coordination : **Pierrette Gagné**
Maquette : **Yves d'Avignon**
Publicité : **Michelle Alie**
Promotion : **André Leblanc**

Ce cahier spécial est édité par le journal LE DEVOIR sous la responsabilité de :

Michel Lefèvre
Rédacteur en chef adjoint



La gestion-conseil en alimentation, une denrée rare

Nicole Canuel

« Venez déguster un repas de choix... » L'invitation provient des futures techniciennes en diététique et est destinée au personnel du Cégep Maisonneuve. Des filles aimables ? Certes oui ! Mais surtout une façon de simuler l'administration d'un service alimentaire et d'exploiter leurs talents de futures gestionnaires. Mais attention ! Les clients s'attendent à bien manger et ils passent leurs commentaires. Tout de même, elles seront les techniciennes en diététique de demain.

Le cours se donne dans huit cégeps au Québec. Et — avis aux intéressés — le seul cours préalable exigé est la chimie secondaire IV. À Montréal, c'est le Cégep Maisonneuve qui offre le DEC en techniques en diététique. Six mois après leur sortie du cégep, 90 % des diplômées de Maisonneuve de 1987 et 1988, avaient un emploi dans la région de Montréal.

À quels genres d'emplois aspirent ces étudiantes ? Plusieurs techniciennes en diététique se placent dans les cafétérias commerciales et institutionnelles. D'autres choisiront l'industrie alimentaire pour travailler à la mise en marché, la recherche et le développement de nouveaux produits.

Les organismes gouvernementaux fédéraux, provinciaux et de la Communauté urbaine de Montréal engagent eux aussi, des techniciennes en diététique comme inspectrices pour vérifier la salubrité dans les restaurants.

Le boum des centres d'accueil pour personnes âgées a été une ouverture importante durant ces dernières années. « Souvent, affirme Manon Dansereau Gilbert, coordonnatrice provinciale de technique en diététique et enseignante au Cégep Maisonneuve, les centres d'accueil engagent une technicienne en diététique pour gérer leur service alimentaire. C'est un poste intéressant parce que la technicienne a beaucoup de responsabilités. »

Le milieu hospitalier, même s'il fut un temps le principal employeur, est pratiquement saturé aujourd'hui. Il y a cependant un domaine où les techniciennes en diététique auront à prendre leur place : le secteur de l'alimentation.

De plus en plus de chaînes alimentaires engagent des gens pour former le public. « Il y a un engouement pour une alimentation saine, remarque Manon Dansereau Gilbert. Ça ne veut pas dire qu'on est prêts à engager quelqu'un qui a une formation dans le domaine. Dommage ! Ça donne la place au charlatanisme. »

Quel genre de formation reçoivent les techniciennes en diététique ? Le Cégep insiste sur la polyvalence et de nombreux cours pratiques en laboratoire. Le cours se divise en trois volets : étude de l'aliment, de la nutrition et la gestion des services alimentaires.

Dans le cadre de la formation pratique, les élèves réalisent des projets concrets en collaboration avec l'industrie. En cuisine expérimentale, un groupe d'élèves a même participé en 1988 à la création d'un nouveau gâteau pour la compagnie Stuart... la preuve qu'elles ne s'occupent pas que de diète !

Les élèves font un stage de huit semaines, à la fin de leur cours, dans des milieux variés tels Métro-Richelieu, Eaton, Les Rôtisseries St-Hubert, les Aliments Delisle, Cattelli, Culinar, le ministère de l'Agriculture du Québec, le Centre hospitalier Hôtel-Dieu de Montréal, ou Louis-Hippolyte-Lafontaine.

Le problème actuellement, c'est qu'en technique en diététique, on ne réussit pas à attirer les garçons. Est-ce dû à ses origines des instituts familiaux (pour filles seulement) ? Le terme diététique aurait-il une connotation de régime, donc rebutant ? Les responsables des cours de technique en diététique parlent même de changer le nom pour celui de Gestion-conseil en alimentation. « C'est déplorable de ne pas avoir plus de garçons dans ce secteur puisqu'il y a des postes intéressants, reconnaît Manon Dansereau Gilbert. 99 % de notre clientèle est féminine. »

Il y en a tout de même quelques-uns qui s'aventurent dans ce secteur réservé aux femmes. Comment réussissent-ils à passer à travers ces trois années ? Tant bien que mal mais la récompense les attend au bout. « C'est tout de même malheureux à dire mais, observe Manon Dansereau Gilbert, même dans ce domaine réservé aux femmes, un homme a plus de chances lorsqu'il applique à un poste. Les garçons qui obtiennent leur di-



PHOTO MICHEL NEVEU

Les techniciens en diététique trouvent de plus en plus un emploi dans les cafétérias commerciales ou institutionnelles ou encore dans l'industrie alimentaire.

plôme se décrochent presque toujours un poste de cadre ou de gestionnaire dans un service alimentaire. On va le préférer à une fille qui risque elle, de tomber en-

ceinte. » Malgré cela, même si le domaine est la chasse gardée des filles, le cours de techniques en diététique affiche quand même « Bienvenue aux... messieurs ».



Université de Montréal
Faculté de l'éducation permanente

OUVREZ-VOUS DE NOUVELLES VOIES D'AVENIR

CERTIFICAT INTRODUCTION AUX BIOTECHNOLOGIES

Une occasion d'actualiser vos connaissances et de relancer votre carrière. Appliquez dès à présent les biotechnologies à l'agriculture, l'industrie, l'environnement, la recherche... et laissez derrière vous les technologies de routine.

CERTIFICAT EN TOXICOLOGIE ECO-INDUSTRIELLE

Un programme de premier cycle exclusif à l'Université de Montréal. Sachez évaluer et prévenir les risques d'intoxication et élaborer des stratégies d'intervention.

PROGRAMMES MULTIFACULTAIRES

RENSEIGNEMENTS:
Téléphone: 343-6090
Extérieur: 1-800-363-8876

APPRENDRE
POUR AGIR



Mes études étaient secondaires, maintenant elles sont capitales.

Je me suis inscrit chez Teccart. Je l'ai mon Diplôme d'Études Collégiales en électronique. Mieux, je vais ensuite travailler dans ce que j'ai choisi. Le taux de placement de Teccart est exceptionnel.

Les conditions de travail y sont aussi excellentes.

Inscrivez-vous maintenant à un des trois D.E.C. offerts en cours du jour, régulier ou intensif.
243.03 Électronique
244.01 Technologie physique
247.01 Technologie de systèmes ordines



Teccart, fondé en 1945
Déclaré d'intérêt public
Numéro de permis: 749667

5 1 4 - 5 2 6 - 2 5 0 1

Formation à distance
Inscrivez-vous à notre formation à distance et accumulez des crédits collégiaux reconnus par le M.E.S.S.

IMMERSION EN ANGLAIS À TORONTO

Pour gens d'affaires

Programme intensif de deux semaines avec activités socio-professionnelles.

Pour étudiants

Programme intensif de quatre semaines avec activités d'intégration au milieu anglophone.

Hébergement chez des familles anglophones

Renseignez-vous:

THE LANGUAGE WORKSHOP

180, rue Bloor ouest, Suite 202
Toronto, Ontario M5S 2V6 Tél.: (416) 968-1405



PHOTO JACQUES NADEAU

Thomas J. Mulcair, président de l'Office des professions.

Une entrevue exclusive avec Thomas Mulcair, président de l'Office des professions du Québec

Mieux informer pour bien orienter les jeunes

Jeanne Morazain

Selon Thomas J. Mulcair, président de l'Office des professions du Québec, « très souvent, à leur arrivée au cégep, les jeunes ne savent pas comment se situe leur niveau d'études par rapport aux autres intervenants du milieu dans lequel ils vont travailler. Les collègues offrent une gamme très complète de programmes et donnent une formation de qualité. Cela étant dit, il est très important que le jeune ait une information valable et complète sur sa situation professionnelle future, son autonomie et les limites à cette autonomie, sur ceux qui vont graviter autour de lui. Il n'est pas facile d'y voir clair à 15 ou 16 ans, au moment de s'engager dans un cours professionnel long de trois ans ».

Cela est d'autant plus difficile lorsque la terminologie porte à confusion. Un exemple classique, la diététique. Seules les personnes qui ont une formation de niveau universitaire ont droit au titre de diététiste ou de diététicien. Les diplômés du programme collégial de « diététique » et de techniques diététiques n'y ont pas droit. Ils travailleront, souvent dans les hôpitaux avec les diététistes mais conserveront un statut de technicien qui se reflétera sur leur niveau de responsabilités et leur salaire. De la même façon, les techniques de réadaptation physique ne forment pas des physiothérapeutes, ni les techniques de travail social des travailleurs sociaux puisque pour porter le titre de physiothérapeute ou de travailleur social, il faut avoir une formation universitaire.

Soulignons, pour compliquer les choses, que les programmes techniques de niveau collégial ne sont pas la voie d'entrée à l'université en physiothérapie ou en travail social. Il faut plutôt un DEC général avec profil en sciences de la santé ou en sciences humaines. Certains cas ne posent pas de problèmes, par tradition sans doute. Personne ne pense, je crois, que le programme de techniques juridiques forme des avocats. Tout cela n'est pas très clair. Imaginez la confusion du jeune qui termine son secondaire !

Le président de l'Office des professions insiste donc sur l'importance pour un jeune de consulter un conseiller d'orientation. « C'est un professionnel, reconnu au sens du code des professions, et sa formation lui permet d'informer le jeune d'une façon objective et compétente ».

Protection du public

Dans le but de protéger le public, le gouvernement québécois créait, en 1973, un système professionnel unique, régi par le Code des professions. Ce code reconnaît présentement quarante corporations professionnelles. Certains confèrent à leurs membres un titre réservé et l'exercice exclusif de la profession. C'est le cas de cinq des professions qui exigent un DEC professionnel : les audioprothésistes, les denturologistes, les infirmières et infirmiers, les opticiens d'ordonnances et les techniciens en radiologie. D'autres professions reconnues réservent un titre à leurs mem-

bres : toute personne qui s'arroge le titre sans être membre de la corporation se place en situation illégale. Les inhalothérapeutes, les technologues médicaux, les hygiénistes dentaires, les techniciens dentaires et les technologues des sciences appliquées font partie de cette catégorie. Les deux premiers, en vertu d'une délégation des médecins, sont les seuls à pouvoir poser certains actes. Bientôt, les hygiénistes dentaires auront les mêmes prérogatives par délégation des dentistes. Les technologues des sciences appliquées forment une corporation parapluie puisque les diplômés de près de 80 programmes techniques du collégial peuvent y adhérer : ce sont ceux de toutes les techniques physiques, forestières et agro-alimentaires ainsi que de l'informatique.

Comment cette organisation complexe assure-t-elle la protection du public ? « Parce que, répond Thomas J. Mulcair, l'appartenance à une corporation professionnelle indique qu'une personne détient certaines qualifications, qu'elle est régie par un groupe professionnel et astreinte à des règles, notamment des règles de comportement par son code de déontologie ».

Et si tout cela n'est pas respecté, le public a des recours : il peut déposer une plainte. Depuis août 1988, les noms des membres des corporations professionnelles poursuivis en discipline sont publiés. Cela a eu de l'effet. « De plus, un client peut demander un arbitrage ou une conciliation de son compte s'il juge que les honoraires facturés sont trop élevés par rapport aux services rendus ».

Surveillance du système

L'Office des professions du Québec est l'organisme de réglemen-

tation et de surveillance du système. Sa mission est de veiller à ce que chaque corporation professionnelle s'acquitte pleinement de sa tâche de protection du public. « Le système québécois, explique son président, est basé sur l'autogestion mais avec une intervention relativement légère de l'État — l'Office emploie 45 personnes et son budget annuel est d'environ 3 millions de \$ — pour s'assurer que les corporations font leur travail d'autogestion. Nous déplaçons leurs rapports annuels, nous nous assurons qu'elles font de l'inspection professionnelle. Nous avons le droit de requérir de l'information si nous le jugeons à propos. Nous surveil-

lons le nombre de plaintes, leur nature et regardons si elles sont traitées avec célérité. Lorsqu'une corporation professionnelle fonctionne bien, l'Office en entend très peu parler car, sur le plan disciplinaire, la porte d'entrée des plaintes c'est la corporation. Nous, on nous écrit quand les choses traînent. Alors, nous intervenons et obtenons toujours de bons résultats. Je suis fier de dire que, dans l'ensemble les corporations professionnelles, font très bien leur travail ».

On peut penser que la présence de l'Office n'est pas étrangère à cette réussite. Les associations professionnelles

sont conscientes de la crédibilité que donne une reconnaissance en vertu du Code des professions. Depuis 1973, l'Office des professions a traité une soixantaine de demandes en ce sens. Deux seulement ont été acceptées, celles des technologues des sciences appliquées et des inhalothérapeutes. Quatre dossiers sont bien avancés : ceux des thalologues, des traducteurs et interprètes, des biologistes et des architectes paysagistes. Depuis trois mois, l'Office mène une large consultation dans le domaine de la thérapie manuelle. Il rencontre tous ceux qui sont intéressés : les massothérapeutes, les orthothérapeutes, les médecins

physiatres, les physiothérapeutes, les chiropraticiens. « Il se pourrait fort bien que cette consultation mène à une plus grande ou à une meilleure réglementation de certaines activités et de l'utilisation de certains appareils », conclut Thomas J. Mulcair. Le Code des professions ne représente pas tous les domaines parce que d'autres instances jouent un rôle de surveillance : l'Inspecteur général des institutions financières, le ministère de la Justice qui gère la Loi sur le courtage immobilier et la profession de huissier ainsi que la Commission des valeurs mobilières.

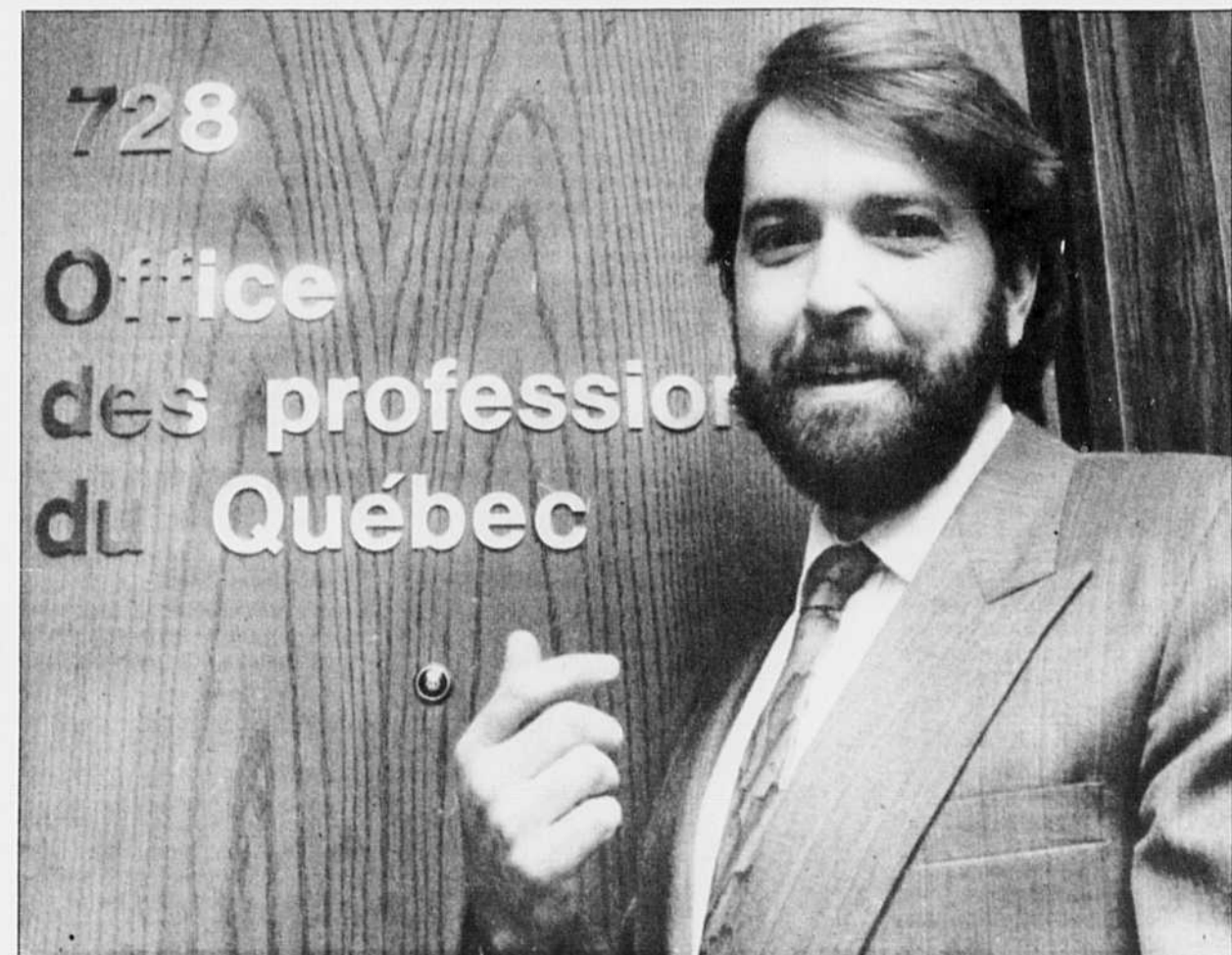
Mieux informer le public

L'Office s'est donné comme mandat de mieux informer le public. Il est important que le public sache que le titre d'une personne signifie quelque chose et sache toujours avec qui il traite. L'Office travaille donc à éliminer le plus possible toutes les sources de confusion dans la dénomination des titres qu'utilisent les différents professionnels mais aussi dans les noms des programmes du secondaire, du collégial et dans toutes les écoles qui détiennent un permis ainsi que dans les conventions collectives.

« Puisque c'est une infraction d'utiliser un titre réservé ou tout autre titre pouvant laisser croire qu'on appartient à une corporation reconnue, il faudrait, croit Thomas J. Mulcair, que le gouvernement soit conséquent dans ses programmes d'éducation aussi. Même s'il y a certaines consultations obligatoires entre le Conseil des collèges, le Conseil des universités et l'Office des professions, des programmes sont créés, des titres de programmes changent qui peuvent éventuellement porter à confusion. « Nous entendons également discuter avec elles des possibilités de passage des techniques au baccalauréat dans le même champ professionnel. Nous souhaitons une concertation accrue entre toutes ces autres instances et l'Office », souligne en terminant M. Mulcair.

En somme, l'accroissement du nombre des échanges devrait permettre une plus grande harmonisation.

« Il est très important que le jeune ait une information valable et complète sur sa situation professionnelle future, son autonomie et sur ceux qui vont graviter autour de lui. »



L'Office des professions du Québec s'est donnée comme mandat de mieux informer le public. M. Mulcair s'emploie à éliminer le plus possible toutes les sources de confusion dans les titres professionnels.

La technicienne en diététique

UNE INDISPENSABLE COMPÉTENCE À RECONNAÎTRE

À une époque où tout le monde cherche des moyens pour réduire les coûts de santé, la technicienne en diététique constitue un rouage indispensable. Les mauvaises habitudes alimentaires contribuent à plus de 30% des maladies. C'est beaucoup trop! L'éducation à une saine alimentation

est donc la clé de la prévention en santé. Le gouvernement ne semble pas reconnaître l'importance que mérite la technicienne en diététique. Il propose en fait une déclassification de sa fonction par rapport à d'autres professionnels-le-s du système de santé. Pourtant, si la compétence des 900 techniciennes n'est pas reconnue à sa juste valeur, c'est leur motivation qui s'en ressentira.

Le rôle stratégique que joue la technicienne en diététique dans les institutions de santé n'est pas toujours très visible. Pourtant c'est elle...

Qui assure quotidiennement l'exactitude du régime, en vérifiant les préférences du patient et ses réactions, en fonction de son état physique et psychologique.

Qui contrôle la qualité et les conditions d'hygiène dans le service alimentaire.

Qui déploie beaucoup d'imagination pour offrir des repas qui soient à la fois variés et équilibrés tout en respectant des budgets serrés.

Qui enseigne les avantages d'une alimentation équilibrée et persuade la clientèle d'adopter des comportements sains.

Le principal devoir de la technicienne en diététique est de servir de véritable guide pour orienter le public dans cet univers complexe et important de la nutrition.

Importante agente de prévention du système de santé, la technicienne fait épargner bien des maux et des coûts sociaux. C'est pourquoi elle mérite une juste reconnaissance.



Une formation privilégiée

Je sais ce que je veux:

- Un domaine d'études qui correspond à mes goûts et à mes possibilités
- Un emploi à la hauteur de mes compétences

Bref, une université qui saura assurer mon avenir

Et j'ai trouvé:

L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Je choisis d'étudier dans l'un ou l'autre des domaines suivants:

- Le baccalauréat en administration
- Le baccalauréat en sciences comptables
- Le baccalauréat en génie unifié
- Le baccalauréat en informatique de gestion
- Le baccalauréat en travail social
- Le baccalauréat en sciences infirmières
- Le baccalauréat d'éducation au préscolaire et d'enseignement au primaire
- Le baccalauréat en psycho-éducation

On saura me guider avec assurance. Le bureau du registraire (819) 762-0971

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

42, rue Mgr Rhéaume Est, case postale 700, Rouyn, Québec J9X 5E4

Téléphone: (819) 762-0971



Hygiénistes dentaires et thérapeutes en réadaptation en quête d'un statut

Michèle Sarrazin

Si le Québec a fait des efforts considérables depuis 15 ans pour améliorer la santé dentaire de la population, il reste encore beaucoup à faire. Face à ce défi, les hygiénistes dentaires entendent jouer un rôle de premier plan, à la condition qu'on les utilise d'abord en prévention.

« Présentement, nous éteignons les feux en santé dentaire », affirme Diane Duval, présidente de la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec. « Les Québécois ne sont pas en bonne condition de santé bucco-dentaire. Ils ont des problèmes de gencives, d'os. »

C'est dans ce contexte de « sous-utilisation » des soins dentaires que les hygiénistes dentaires ont fait leur apparition il y a une quinzaine d'années au Québec, bien tardivement en comparaison avec les

États-Unis où la profession existe depuis 50 ans et quelque 25 ans au Canada anglais.

L'hygiéniste dentaire est une professionnelle de la santé buccale. Sa formation de trois ans de niveau collégial est orientée vers la prévention. Elle peut faire le dépistage de maladies buccales (maladies parodontales, périodontites, cancers buccaux, etc.), prendre des radiographies, procéder à l'application d'agents anti-cariogènes et faire de l'éducation.

Toutefois, comme la prévention n'est pas encore entrée dans les mœurs, on a tendance à utiliser les services des hygiénistes dentaires à des tâches trop restrictives de polissage et de détartrage des dents. Actuellement, la plupart des 1850 hygiénistes dentaires travaillent en pratique privée dans les cabinets de dentistes. On en retrouve aussi dans les CLSC, dans quelques centres hospitaliers ainsi qu'en milieu scolaire où elles font du dépistage.

Si dans la pratique quotidienne,

les hygiénistes dentaires sont acceptés par les autres professionnels en santé dentaire, il reste encore plusieurs points à régler sur leur statut.

Il existe présentement un vide juridique concernant les activités que peuvent exercer les hygiénistes dentaires en cabinet. Ce manque de réglementation, estime la Corporation, nuit à la protection du public. Car, à l'heure actuelle, n'importe qui dans les cabinets de dentistes peut travailler en bouche, que ce soit l'assistante dentaire ou la réceptionniste. Les dentistes font travailler des gens qui n'ont pas toujours la compétence requise.

La Corporation est donc en pleine négociation avec l'Ordre des dentistes pour obtenir une délégation d'actes puisque les hygiénistes dentaires sont tributaires de la loi sur les dentistes.

Diane Duval, qui espère un règlement cette année, ne cache pas qu'il y a certaines résistances du côté des dentistes qui font trainer en longueur les négociations depuis cinq ans. Mais, pour cette dernière, de toute façon, les hygiénistes dentaires sont des professionnels avec lesquels les dentistes devront compter. Ils ne perdront pas leur champ de pratique. D'ailleurs, ils auront beaucoup d'autres préoccupations d'ici l'an 2000, car la dentisterie connaît des développements technologiques très poussés comme l'utilisation des lasers, les implants dentaires, etc.

Même scénario chez les thérapeutes en réadaptation physique : la reconnaissance de leur rôle est essentielle pour maintenir l'accessibilité des soins en région. Car à beaucoup d'endroits, les thérapeutes travaillent seules, (la profession est majoritairement féminine) ou si elles travaillent dans un centre



PHOTO JACQUES NADEAU

La prévention est une autre dimension qui devrait de plus en plus faire partie du travail de la technicienne en réadaptation.

de réadaptation, sous la supervision d'un thérapeute, il est important qu'elles aient le droit de faire des évaluations, sinon les patients seraient privés de soins.

C'est pourquoi, la Société québécoise des thérapeutes en réadaptation physique, qui compte 700 membres, a présenté une demande auprès de l'Office des professions afin d'être reconnue comme une corporation professionnelle. « En étant une corporation professionnelle, nous pourrions avoir plus de crédibilité pour les consultations et pour assurer la protection du public », explique Renée Laplace, présidente de la Société. « Il est essentiel que les thérapeutes puissent

travailler de façon décente. C'est dommage, parce qu'en faisant un usage restrictif de nos tâches, il y a un gaspillage de ressources. »

Le travail de ces professionnelles de la santé oeuvrant dans le domaine de la physiothérapie vise à améliorer et à promouvoir l'autonomie physique des personnes.

Sous prescription médicale, elles peuvent poser plusieurs actes pour aider les patients :

- Évaluer la condition du patient au moyen de différents tests et observations ;
- Faire un bilan des affections des systèmes neuro-musculo-squelet-

Voir page 19 : Statut

DES ÉTUDES AU COLLÈGE MACDONALD

DE
L'UNIVERSITÉ
McGILL

NE SONT PAS SANS CONSÉQUENCES

En voici quelques-unes: une carrière enrichissante, des voyages aux quatre coins du monde, et des amitiés durables.

Nous offrons des programmes de B. Sc., de M. Sc. et de Ph. D. en:
Sciences de l'agriculture
Sciences de l'environnement
Sciences de l'alimentation
Sciences de la nutrition

Ainsi qu'un programme collégial en:
Gestion Agricole



Pour des informations additionnelles, s'adresser au registrariat du Collège Macdonald de l'Université McGill,
21,111 Lakeshore Road, Ste-Anne de Bellevue
Québec, Canada H9X 1C0
Téléphone (514) 398-7925

Audioprothésiste Une nouvelle profession médicale

Michèle Sarrazin

L'audioprothésiste est à l'oreille ce que l'optométriste est à la vue. C'est un professionnel apte à travailler auprès des personnes ayant une déficience de l'ouïe et ayant besoin d'une prothèse auditive pour améliorer l'audition. Il est spécialisé dans l'ajustement des prothèses mais ne fabrique pas celles-ci.

« L'audioprothèse est à la fois une science et un art », explique Guy Martin, fondateur et coordonnateur du programme d'audioprothèse au Cégep de Rosemont, le seul endroit en Amérique du Nord où on enseigne cette spécialité.

L'audioprothésiste évalue d'abord la déficience du patient au moyen d'un examen audiométrique, puis choisit la prothèse qui assurera le meilleur rendement.

Pour accomplir ce travail, explique Guy Martin, il faut être en mesure d'établir une relation de confiance avec le patient, car « nous avons affaire à des personnes qui ont des problèmes de communication. Souvent aussi des problèmes

visuels ou de santé dus à l'âge ».

Les audioprothésistes ont entière autonomie dans le choix de la prothèse. Ils doivent être munis d'un certificat médical attestant la nécessité d'une prothèse, pour s'assurer que la personne n'a pu être aidée au plan médical (chirurgie ou médicaments). C'est une solution de dernier recours. Au Québec, seul l'audioprothésiste a le droit de vendre, de faire la pose, l'ajustement ou le remplacement de prothèses.

Pour exercer cette profession, il faut être membre de l'Ordre des audioprothésistes au Québec, détenir un DEC et réussir les examens d'admission à la pratique demandée par l'Ordre.

Les 143 audioprothésistes au Québec travaillent généralement à leur compte. Ils sont appelés à faire des visites à domicile ou dans les institutions pour personnes âgées. Ils collaborent également à l'occasion avec d'autres professionnels de la santé comme les otorhino-laryngologistes, les orthophonistes et audiologistes.

La demande est très forte, mais peu de candidats sont retenus parce que le cours est très contingenté. À quoi attribuer cette popu-

larité ? « C'est une nouvelle profession dans le domaine médical, répond Guy Lauzon, président de l'Ordre des audioprothésistes du Québec, qui donne la possibilité de travailler à son compte et d'avoir une autonomie professionnelle. »

De plus, avec le développement technologique des prothèses, la spécialité a gagné en complexité. Le temps des cornets acoustiques est bien loin. L'avenir est maintenant aux prothèses à circuits digitaux, des sortes de prothèses intelligentes qui auront la possibilité de traiter les signaux, de différencier les sons, de filtrer les bruits, ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle avec les prothèses actuellement disponibles sur le marché.

De nos jours, les audioprothésistes ne cessent d'étendre leurs champs d'intervention.

Soulignons en terminant que l'Ordre veut maintenir ses examens d'admission pour la pratique de la profession, alors que l'Office des professions voudrait que ces examens soient abolis. Selon Yves Lauzon, c'est le seul moyen de contrôler le savoir et la compétence des candidats et c'est la protection du public qui est en jeu.



La thanatologie pour un nouveau rituel de la mort

Normand Grondin

A la fois art et science, les connaissances en thanatologie ont longtemps été transmises de père en fils au Québec. Le premier enseignant au second son expérience de l'embaumement des corps ou lui léguant l'entreprise familiale de pompes funèbres. Puis, le besoin de praticiens et d'administrateurs plus compétents entraîna la création de l'Institut des embaumeurs en 1961 qui fut rebaptisé Institut de thanatologie en 1972. Mais encore là, on n'offrait qu'une formation sommaire, soit guère plus de quelques semaines de cours durant l'été. Les futurs thanatopracteurs (techniciens en laboratoire) et thanatologues (directeurs de funérailles) apprenant l'essentiel de leur métier dans le cadre de leurs premières expériences de travail.

Depuis 1980, l'enseignement des techniques de thanatologie est du ressort exclusif du Collège de Rosemont. « Avec les nombreux changements sociaux que l'on connaît maintenant, explique le coordonnateur du programme de technique de thanatologie, Jean-Guy Picard, il était devenu nécessaire d'assurer une formation beaucoup plus solide. Notamment en matière de législations, de pratique médicale, de gestion et d'approche psychologique de la mort. »

Aujourd'hui, en moyenne plus d'une vingtaine d'étudiants — autant d'hommes que de femmes — s'inscrivent à chaque automne au programme et une quinzaine d'entre eux complètent le cours de trois ans.

En fait, ce n'est pas tant la mort elle-même qui a changé, on s'en doute, que l'approche que le thanatologue doit en faire. En l'espace de

20 ans, le rituel a beaucoup évolué. D'une part, les mausolées (les « cimetières-condos ») et les columbarium (les espaces réservés pour les corps incinérés) ont poussé comme des champignons. Ce qui a remis en question le rituel traditionnel et, de façon plus générale, les pratiques des entreprises de pompes funèbres.

De plus, souligne André Lépine, enseignant au département, on constate maintenant la nécessité d'accompagner les gens plus humainement vers la mort et d'apprendre à leurs proches à affronter ce deuil. « Aujourd'hui, les gens sont plus désarmés devant la mort que dans le passé. Entre autres, parce qu'ils ne la côtoient plus comme dans le passé, alors que les corps étaient presque toujours exposés dans les maisons privées. On voit maintenant des adultes qui ont dépassé la trentaine et qui n'ont à peu près jamais vu une personne décédée. Le thanatologue doit donc être en mesure de les aider à franchir ce « passage », en plus de le conseiller techniquement et légalement sur les démarches nécessaires. »

Les thanatopracteurs, de leur côté, doivent aussi s'ajuster aux nouvelles mentalités, même si, fondamentalement, la technique d'embaumement a peu changé au fil des ans. « Actuellement, on cherche de moins en moins à « camoufler » la mort », ajoute André Lépine. « On ne la maquille plus pour lui donner un « air plus vivant », mais pour le présenter tel qu'il est vraiment. Les proches de la personne décédée doivent se trouver bien en face de la réalité. »

Pour ces raisons, l'étudiant doit apprendre au cours de son DEC à intégrer plusieurs approches disciplinaires dans sa formation relations humaines, administration et conseil légal. Il faut aussi acquérir

une connaissance des différentes lois qui régissent la profession (loi des cimetières, des inhumations et exhumations, des testaments, des régimes de rentes, etc.).

De plus, compte tenu du fait que les jeunes eux-mêmes ne sont que rarement entrés en contact avec la mort, Jean-Guy Picard précise que le programme est conçu de telle sorte qu'on ne plonge pas immédiatement les débutants « dans le bain ».

En clair, cela signifie que les cours pratiques d'embaumement réalisés en laboratoire ne se donnent que lors de la troisième session de cours. C'est l'approche douce : vidéos, discussions et débat durant les premiers mois, suivis de cours pratiques puis de stages. À cette formation s'ajoute la panoplie de cours de base : administration, biologie, chimie, anatomie, etc. Un programme, fait remarquer le coordonnateur, qui, la première année, est identique à celui des autres programmes de technique médi-

cale. « Ainsi, si l'étudiant revise ses positions en cours de route, il peut aisément se diriger vers un autre domaine de la santé. Cependant, le taux d'abandon n'est pas plus élevé chez nous qu'ailleurs. »

On ne s'étonnera pas de savoir que le taux de placement des finissants est de l'ordre de... 100%. Ou presque. Et que, dans les régions éloignées des centres, on manque souvent de candidats. Mais, les perspectives d'emploi ne se limitent pas à travailler dans une entreprise funéraire de type privé ou coopératif. Il existe des débouchés dans les centres hospitaliers (techniciens de salle d'autopsie), les universités (techniciens d'anatomie humaine) et quelques-uns dans les laboratoires médico-légaux (la formation offerte au cégep de Rosemont constitue une excellente porte d'entrée pour un poste d'assistant-pathologiste).

Cependant, ce métier exige beaucoup de disponibilité et oblige le thanatologue et le thanatoprac-

teur à travailler selon un horaire irrégulier. « Les congés fériés et les fins de semaines, on en voit pas la couleur très souvent, affirme, de concert, André Lépine et Jean-Guy Picard.

Le salaire, qui tourne autour des 350 \$/semaine en moyenne pour un débutant, peut également en rebuter certains. D'ailleurs, il faut généralement plusieurs années de pratique à un technicien avant de pouvoir se lancer en affaires. Et les reus solides pour affronter la compétition, particulièrement celle des grosses entreprises qui ont accaparé une bonne part du marché.

André Lépine ajoute qu'un étudiant qui manque de tact, de patience et de diplomatie n'a pas sa place dans le métier. L'information diffusée par le cégep Rosemont précise aussi que le candidat « devra démontrer un caractère extraverti et un sentiment naturel d'empathie ». On aurait pu ajouter « le cœur à la bonne place et l'estomac solide ». Avis aux intéressés.

cégep

(enseignement régulier, le jour)

LE 1er MARS 1990

est la date limite pour présenter une demande d'admission pour la

SESSION "AUTOMNE 1990"

dans l'un des cégeps suivants:

Ahuntsic
André-Laurendeau
de Bois-de-Boulogne
Drummondville
Edouard-Montpetit
Granby
John Abbott
Joliette
De Lanaudière
Lionel-Groulx
Maisonneuve
Montmorency
Outaouais
Rosemont
Saint-Hyacinthe

Saint-Jean-sur-Richelieu
Saint-Jérôme
Saint-Laurent
Shawinigan
Sherbrooke
Sorel-Tracy
Trois-Rivières
Valleyfield
Victoriaville
Vieux Montréal
Institut de technologie
agro-alimentaire
Institut de tourisme et
d'hôtellerie du Québec

Pour obtenir les formulaires, veuillez vous adresser à votre école, à l'un de ces cégeps ou au:

SRAM

service régional d'admission
du Montréal métropolitain
C.P. 70, Succursale Bourassa,
Montréal (Québec) H2C 3E7

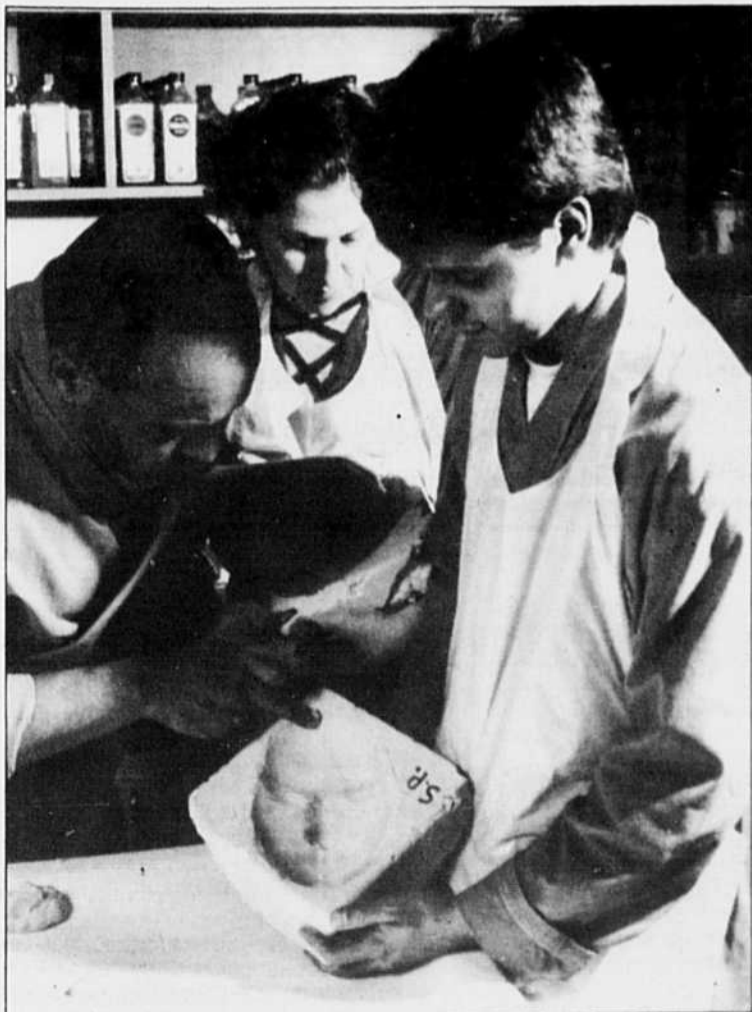


PHOTO ARCHIVES

En thanatologie, le programme est conçu de telle sorte qu'on ne plonge pas immédiatement les débutants dans le bain.





La médecine nucléaire connaît une explosion avec retombées

Normand Grondin

Durant les années 70, l'énergie nucléaire avait fort mauvaise presse auprès du grand public. Avec le temps, la crainte qu'inspirait le petit sigle, composé de trois ailettes annonçant l'utilisation de l'énergie atomique, s'est légèrement estompée. À tort ou à raison ? Personne n'a encore réussi à trancher la question, sauf que cette relative tolérance à la fission de l'atome, couplée au développement de nouvelles technologies de pointe, plus sécuritaires et plus performantes, s'est traduite, entre autres, par un essor de la médecine nucléaire.

Le cégep Ahuntsic, seul collège au Québec à offrir la formation de techniciens en médecine nucléaire et cela depuis plus de 20 ans, a bénéficié de ce revirement de situation : les inscriptions au programme ont augmenté sensiblement depuis quelques années pour atteindre maintenant une vingtaine d'étudiants par année (en majorité des femmes, bien que le nombre de représentants masculins va en s'accroissant).

Pour ceux qui complètent ce programme, la question de se dénicher un emploi ne se pose même pas. Ou si peu. Selon Monique Sicotte, coordonnatrice du programme, depuis deux ans, tous les finissants ont trouvé chaussure à leur pied. Et rapidement. « Plusieurs centres hospitaliers ont ouvert des départements de médecine nucléaire et, comme on connaît une pénurie de

techniciens dans ce domaine, les finissants sont très en demande. D'autres se dirigent du côté des compagnies pharmaceutiques et des fabricants d'équipement qui recherchent des représentants des ventes et des contrôleurs de qualité. Donc, aucun problème de ce côté. »

En plus de la formation générale, par exemple en biologie, mathématique, physique, chimie, radiopharmacologie, les étudiants apprennent à se familiariser avec l'équipement « classique » utilisé dans ce domaine (caméras à scintillation et ordinateurs). Et, nucléaire oblige, avec les mesures de sécurité qui accompagnent inévitablement la manipulation des appareils et substances radioactives nécessaires. Dans les classes, les tabliers, les écrans et les gaines de seringues plombées sont de rigueur.

Compte tenu du coût élevé du nouveau matériel, le collège Ahuntsic ne dispose pas, sur place, de tous les équipements sophistiqués que l'on retrouve dans les départements de médecine nucléaire des hôpitaux. Par contre, la formation de base est suffisante pour permettre aux étudiants de se familiariser avec le fonctionnement général de tous les appareils qu'ils auront à manipuler dans leur travail.

Les étudiants, par exemple, apprennent à utiliser des appareils de scintitomographie — le nec plus ultra en médecine nucléaire — et mettent leurs connaissances en pratique à l'occasion de leur stage en milieu hospitalier (un stage de 48 semaines qui se déroule durant

la troisième année du programme). Ce procédé d'imagerie permet d'effectuer le diagnostic d'une maladie au niveau d'un organe du corps humain et de le représenter sous trois angles différents (les coupes) plutôt qu'un seul, facilitant ainsi le diagnostic du médecin spécialiste.

Le travail du technicien comme tel consiste essentiellement à préparer et injecter des substances radioactives chez un patient pour ensuite produire des images à l'aide d'un appareil enregistrant la radiation et reproduisant sur film ou sur papier la distribution de la substance dans l'organisme. On peut ainsi détecter différentes anomalies chez un malade : un cancer, bien sûr, mais aussi un trouble rénal ou cérébral, infarctus, une embolie pulmonaire, etc. Le technicien doit aussi traiter et analyser les images produites par l'ordinateur et contrôler la qualité de son équipement et des substances qu'il administre.

Le technicien peut aussi être appelé à effectuer des études « in vitro » (en laboratoire), sur des prélèvements de sang, de sérum, d'urines, etc., et à comparer les échantillons radioactifs à des échantillons standards. Notons que le travail « in vitro » ne représente guère plus de 10 % de la charge de travail d'un technicien.

« Puisque plusieurs types de diagnostics ne peuvent être posés que grâce aux appareils utilisant la technologie nucléaire, précise Monique Sicotte, on peut affirmer sans se tromper que la discipline est là pour rester. » Alain Crompt, directeur général de l'Ordre des techni-



PHOTO ROBERT ETCHEVERRY

Le Cégep Ahuntsic est le seul collège au Québec à offrir la formation de technicien en médecine nucléaire et cela depuis 20 ans.

ciens en radiologie du Québec, ajoute que la plupart des finissants en médecine nucléaire parviennent à se trouver assez rapidement un emploi à temps plein. Ce qui n'est pas le cas pour certains de leurs collègues des autres techniques médicales qui doivent souvent se contenter d'un travail à temps partiel, quand ce n'est pas le cumul de plusieurs postes dans différents centres pour parvenir à boucler leur budget.

Tous les techniciens en médecine nucléaire doivent être mem-

bres de l'Ordre des techniciens en radiologie du Québec. Pour être accepté à l'Ordre, il faut avoir complété son DEC et réussi l'examen de la Corporation. L'échelle salariale varie entre 400 \$ et 600 \$ et plus, en fonction de l'expérience du candidat. Comme c'est le cas pour plusieurs autres disciplines médicales au cégep, on travaille présentement à améliorer le programme de formation de base offert aux étudiants de façon à le rendre plus conforme à la réalité technologique des années 90.

Radiodiagnostic, une technique en pleine évolution

Normand Grondin

La profession de technicien en radiodiagnostic a connu son lot de changements depuis une vingtaine d'années. Et pas des moindres. Les plus importants touchent évidemment l'équipement utilisé dans le milieu médical : le traditionnel appareil de radiodiagnostic, le rayon X, même s'il est encore largement utilisé, a maintenant cédé du terrain aux nouvelles technologies, tomodensitométrie et ultrasonographe en tête. Mais, durant la même période, le marché du travail a lui aussi connu passablement de remous. On a ainsi traversé plusieurs cycles marqués aussi bien par une baisse que par une augmentation des possibilités d'emplois. Jusqu'à ce qu'on assiste, tout récemment, à une certaine stabilisation de l'offre et de la demande.

Jean-Claude Laflamme, coordonnateur du programme de radiodiagnostic au Collège Ahuntsic et ex-président de l'Ordre des techniciens en radiologie du Québec, se rappelle, pour sa part, d'une époque où les techniciens en radiodiagnostic (OTRQ) ne couraient pas les rues. « En 1969, j'ai obtenu un emploi et le patron ne m'a même pas laissé le temps de retourner à la maison me changer. Au boulot ! immédiatement ! »

Depuis, les quatre collèges qui offrent le programme (Ahuntsic et Dawson à Montréal, Rimouski et Sainte-Foy à Québec) ont « produit » plusieurs centaines de finissants par année. Ce qui a contribué, jusqu'à un certain point, à contingentier le marché.

Puis, les cégeps ont mis la pédale douce et accepté moins de candidats dans leurs rangs. Aujourd'hui, l'Ordre reçoit entre 75 à 100 nouveaux membres par année.

Cela dit, tout en se gardant d'être trop optimiste, le directeur général de l'OTRQ, Alain Crompt, reconnaît que les perspectives d'emploi sont nettement meilleures aujourd'hui qu'elles ne l'étaient il y a tout juste cinq ans, durant la période où le gouvernement provincial a régulièrement joué du ciseau dans les budgets des hôpitaux. « Ce n'est pas encore le Pérou mais, au moins, la plupart de nos nouveaux membres se trouvent du travail. Ils doivent cependant apprendre à composer avec des horaires à temps partiel qui exigent de la souplesse et beaucoup de déplacements pour ceux qui occupent deux postes simultanément et parfois trois. » De plus, selon lui, plusieurs techniciens devraient prendre leur retraite d'ici peu et les opportunités d'emplois stables iront en augmentant.

Les techniques de radiodiagnostic, dans l'ensemble, ont largement bénéficié de l'apport des nouvelles technologies. Entre les années 40, qui ont vu se répandre l'usage des rayons X, et les années 80, on a franchi de grands pas. « La technique en elle-même n'a pas fondamentalement changé, explique Jean-Claude Laflamme, les principes de base de l'équipement sont similaires et on utilise encore les appareils de radiodiagnostic conventionnels pour procéder à plusieurs types d'examen. Par contre, durant les années 70, on a mis au point des appareils comme le scanner (tomodensitométrie) ou l'échographe (ultrasonographie) qui permettent au

technicien d'obtenir des images plus précises et surtout de travailler avec des images en trois dimensions grâce à l'ordinateur. Ajoutez à cela l'équipement d'imagerie par résonance magnétique (IMR) qui a contribué depuis quatre ou cinq ans à perfectionner encore plus les techniques de radiodiagnostic. »

Pour cette raison, les collèges ont d'ailleurs dû ajuster leurs flûtes en ce qui concerne la formation offerte aux étudiants. À toutes fins utiles, le programme de formation n'a pas été révisé depuis 1976 et les cégeps tentent depuis deux ans d'obtenir du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science qu'il modifie le choix de cours afin de répondre aux exigences des employeurs.

En attendant que cette démarche se concrétise, ce qui ne saurait tarder, affirment certains, les enseignants ont néanmoins révisé le tir, pour faire en sorte que les finissants ne se présentent pas sur le marché du travail sans le bagage académique nécessaire. On a donc ajouté à l'enseignement de base (mathématique, physique, biologie, technique de radiodiagnostic, etc.), de l'information théorique et pratique sur les nouvelles technologies. L'OTRQ offre également des cours par correspondance à ses membres. En moyenne, de 30 % à 40 % des radiologistes choisissent de suivre un ou plusieurs de ces cours afin de raffiner leur formation.

De manière générale, le travail du technicien consiste à lire et à évaluer les renseignements cliniques transmis par le médecin sur un patient et à obtenir les images médi-

cales de la région du corps examinée. Il se doit aussi de respecter les normes de sécurité contre une exposition excessive aux radiations des patients et du personnel. Des tâches qui exigent du doigté, un esprit d'initiative et de vigilance, notamment parce que le radiologiste doit régulièrement décider quels types d'examen on devra effectuer.

Le technicien peut également être appelé à effectuer lui-même des gestes thérapeutiques (les injections par exemple) qui sont habituellement dévolus aux infirmières. Mais, dans ce cas, la prudence est de rigueur puisque le débat entre radiologistes et infirmières concernant la responsabilité de ces gestes est encore loin d'être clos, chacun d'eux tirant bien fort la couverture de son côté.

Le salaire initial moyen tourne autour de 450 \$/semaine pour un emploi à temps plein en milieu hospitalier (en milieu privé, il peut varier). En plus des postes dans les hôpitaux, il existe des possibilités d'emploi dans les CLSC, les cabinets privés de radiologie, de dentistes, de chiropraticiens et dans l'entreprise privée (conseiller technique et représentant des ventes). De plus, ce qui ne gâche rien, les membres en règle de la Corporation peuvent travailler ailleurs au Canada ainsi que dans plusieurs pays européens et en Australie.

Soulignons enfin que le domaine de la radiodiagnostic est encore largement l'apanage des femmes. On pourrait presque parler d'une chasse-gardée : actuellement, 90 % des radiologistes sont des femmes et le nombre de représentants masculins n'augmente que légèrement chaque année.



L'électrophysiologie, une question de doigté

Normand Grondin

L'une des principales qualités du technicien en électrophysiologie, c'est sa capacité à réagir rapidement dans les situations d'urgence. Quand une personne se présente à l'hôpital avec un infarctus par exemple, il n'y a évidemment pas une seconde à perdre. Tous ses gestes doivent être précis et en coordination avec les besoins du médecin-spécialiste.

Manon Lalonde, coordonnatrice du programme d'électrophysiologie médicale du cégep Ahuntsic, le seul collège où l'on offre cette formation dans la province, insiste sur cet aspect du travail du technicien. Elle ajoute qu'il est essentiel d'établir, en situation d'urgence ou pas, un climat psychologique positif avec le patient lors de la pose des électrodes. Le technicien doit rester calme et être sensible à l'égard de son patient. Le succès de l'examen en dépend.

Délicat ? Tout est question d'expérience selon elle. Et de formation. Cette formation, un étudiant peut l'acquérir au collège Ahuntsic depuis une dizaine d'années seulement, alors que la discipline elle-même existe depuis plus de 30 ans. Le travail consiste essentiellement à installer des électrodes sur un patient, électrodes qui permettront de mesurer les variations électriques de l'organe étudié. Les résultats, transmis sous forme de graphiques (sur bandes de papier ou bandes magnétiques) permettent ensuite au médecin d'établir un diagnostic.

L'appareillage en électrophysiologie a, comme dans la plupart des secteurs médicaux, bénéficié de l'apport de l'informatique, même si les principes fondamentaux de l'appareillage utilisé ont peu changé depuis les années 50. En fait, l'évolution la plus importante se situe dans l'interprétation des données. On a aussi mis au point récemment

une méthode dite de « potentiel évoqué » qui vise à recueillir de l'information électrique à la suite d'une stimulation du patient (images, sons ou légers chocs électriques). Un procédé que le technicien est appelé à utiliser maintenant sur une base régulière.

Dans l'ensemble, ces techniques permettent d'étudier l'activité électrique du cœur, du cerveau, du système neuro-musculaire et labyrinthe-auditif et du champ visuel (un technicien qui a complété son DEC est apte à travailler dans chacun de ces champs d'activités).

Actuellement, selon Annie Casademont, présidente de l'Association professionnelle des techniciens diplômés en électrophysiologie médicale (APTDEM), une association encore toute jeune (fondée en 1988), les possibilités d'emplois sont intéressantes, particulièrement dans le domaine de la cardiologie. En 1988, près de 80 % des finissants ont trouvé un emploi dans les six mois qui ont suivi l'obtention de leur diplôme. Les deux années précédentes, ce pourcentage était encore plus élevé (90 % et 100 %).

Comme c'est le cas pour plusieurs techniques médicales, les techniciens doivent cependant s'attendre à travailler souvent à temps partiel, voire à occuper plusieurs emplois simultanément pour arriver à joindre les deux bouts, les postes à temps plein étant rares. De plus, la mobilité est un atout important, les régions éloignées manquant souvent de techniciens. Évidemment, ce sont les hôpitaux et les bureaux privés qui demeurent les plus gros employeurs. Quelques emplois sont aussi disponibles dans les laboratoires de recherches. Quant au salaire annuel moyen offert en milieu hospitalier, il s'élève à 23 000 \$.

Annie Casademont fait toutefois remarquer qu'il existe un obstacle à l'intégration des techniciens sur le marché du travail : la compétition que leur livre le personnel non-

diplômé. Elle souligne que les employeurs engagent encore des gens qui ne possèdent aucune formation particulière dans le domaine.

« C'est un peu aberrant : dans certains centres hospitaliers, les postes de techniciens sont ouverts à tous les travailleurs de l'hôpital et on fonctionne par ordre d'ancienneté, peu importe que le candidat

ait ou non une expérience avec les malades. Les gens qui sont engagés sont formés sur place, rapidement. Pour ma part, j'estime qu'un préposé à l'entretien qui apprend ce métier en quelques semaines n'est évidemment pas en mesure d'offrir le même service qu'un diplômé qui a suivi un cours de trois ans. Sans parler des risques que cette pra-

tique peut représenter pour le public en général. »

Selon elle, rien n'indique que cette façon de procéder qu'ont certains employeurs va changer bientôt. Par contre, les techniciens diplômés ont de plus en plus de poids dans la structure de la santé. Et ils n'ont habituellement aucune difficulté à se faire une place.



Office des professions
du Québec

La filière collégiale

L'enseignement collégial (CÉGEP) prépare à certaines des professions reconnues en vertu du Code des professions. Les unes ont un titre réservé, il s'agit des :

- *inhalothérapeutes*
- *hygiénistes dentaires*
- *techniciens et techniciennes dentaires*
- *technologues des sciences appliquées*
- *technologues médicaux*

Pour employer ces titres, il faut être membre des corporations professionnelles concernées.

D'autres professions ont un titre réservé et un champ d'exercice exclusif. Pour employer leur titre ou accomplir les actes qui leur sont réservés, il faut être membre des corporations professionnelles concernées. Ce sont les :

- *audioprothésistes*
- *denturologistes*
- *infirmières et infirmiers*
(également accessible par un programme universitaire)
- *opticiens d'ordonnance*
- *techniciens en radiologie*

Renseignez-vous auprès de votre conseiller d'orientation et de votre CÉGEP sur les programmes qui vous mèneront à l'une de ces professions.

320, rue Saint-Joseph Est, 1^{er} étage
Québec (Québec)
G1K 8G5
Tél.: (418) 643-6912 (514) 873-4057

Québec



PHOTO ROBERT ETCHÉVERRY

L'appareillage en électrophysiologie a, comme dans la plupart des secteurs médicaux, bénéficié de l'apport de l'informatique.



CARRIÈRES ET PROFESSIONS

POSTES EN TRADUCTION ET RÉVISION TECHNIQUE

Nous avons un besoin urgent de professionnels(les) dans le domaine de la traduction et révision technique.

- A) Chef de département de traduction
- B) Réviseurs(ses)
- C) Traducteurs(trices)

- Minimum cinq (5) années d'expériences pertinentes dans le domaine de la traduction technique.
- Une connaissance technique dans un des domaines suivants: aéronautique, télécommunications sera un atout.

Lieu de travail: Montréal - Ottawa - Toronto

Confidentialité assurée, envoyer votre C.V. à:

Dossier 1453
LE DEVOIR
C.P. 6033, succ. Place d'Armes
Montréal (Québec)
H2Y 3S6

Pour son réseau de centres d'accueil et de foyers de groupes au service des handicapés intellectuels et physiques sur le territoire de l'ouest de l'île de Montréal, Les Promotions sociales Taylor-Thibodeau recherche des

Éducateurs

Vous serez chargé de répondre aux besoins de la clientèle et d'assurer les interventions requises d'après les programmes établis avec les professionnels.

Vous devez détenir ou être en voie d'obtenir un D.E.C. en éducation spécialisée, en sciences humaines ou dans une discipline connexe. Vous devez avoir la capacité de travailler autant avec une clientèle anglophone que francophone et être disponible. Vous serez inscrit sur notre liste de rappel, et votre rémunération sera établie selon les normes du M.S.S.S.

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 3 mars 1990, en indiquant le numéro de dossier DSP-89-06, à la Direction des ressources humaines, 7100, boul. Champlain, Verdun (Québec) H4H 1A8.



Cette offre s'adresse également aux femmes et aux hommes.

Les Promotions Sociales
Taylor-Thibodeau

Le Collège Universitaire de Hearst

est à la recherche d'un-e professeur-e pour enseigner les cours suivants lors du semestre du printemps 1990.

Professeur-e de psychologie

PSYC 2006F Psychologie de l'enfant

Ce cours porte sur le développement physique, intellectuel, affectif et social de l'enfant à partir de la naissance à la puberté. Les principales théories ainsi que les méthodes d'études portant sur le processus du développement seront étudiées.

PSYC 2007F Psychologie de l'adolescence, de l'âge adulte et du troisième âge

Ce cours poursuivra l'étude du développement de l'adolescence, de l'âge adulte et du troisième âge. On abordera les processus de changements et de vieillissement et leur impact sur le développement intellectuel, émotionnel, social et sexuel.

Exigences: M.A., M.Ps. ou l'équivalent.

Durée de l'emploi: du 23 avril au 28 juin 1990.

Salaire: 5,200\$ pour 6 crédits plus une allocation pour les dépenses de voyage.

Ces cours sont offerts à notre campus de Timmins. Le/la candidat-e choisi-e devra habiter dans la région.

Le Collège Universitaire de Hearst, affilié à l'université Laurentienne de Sudbury, est une institution d'enseignement universitaire francophone du nord-est de l'Ontario.

Faire parvenir votre demande accompagnée de votre curriculum vitae avant le 28 février 1990 à:



Danielle Coulombe, directrice des études
Le Collège Universitaire de Hearst
C.P. 580
Hearst (Ontario)
POL 1N0

NORTHEASTERN ONTARIO REGIONAL CANCER CENTRE
SUDBURY, ONTARIO
recherche un

CHEF TECHNOLOGISTE EN RADIOTHÉRAPIE

La personne choisie sera chargée de la mise sur pied et de la gestion d'un Service de radiothérapie complet dans un tout nouveau centre régional de traitement du cancer, à Sudbury, Ontario. L'entrée en fonction prévue pour ce poste est le 1er avril 1990, en vue de l'ouverture en juillet 1990.

Avec une vingtaine de personnes sous ses ordres au départ, le(la) titulaire aura l'occasion de travailler avec une gamme complète d'appareils modernes, comprenant deux accélérateurs linéaires à haute énergie, en plus de se charger de l'élaboration et la mise en vigueur de politiques et procédures de fonctionnement, de l'embauche et des horaires des nouveaux employés, tout en voyant à la qualité professionnelle des traitements.

Vous devez être membre, ou y être admissible, du BRT et de la CAMRT, et posséder plusieurs années d'expérience en radiothérapie, de préférence à un niveau avancé, ainsi que des talents reconnus pour la supervision.

Nous offrons une gamme complète d'avantages sociaux et une assistance au déménagement. Le salaire sera en fonction de l'expérience. Si vous aimez faire partie de notre équipe dynamique, veuillez téléphoner ou écrire à:



Mrs. Sharon Duhamel
Human Resources
N.E.O.R.C.C.
41 Ramsey Lake Road
Sudbury, Ontario P3E 5J1
Tél.: (705) 522-0454
Fax: (705) 522-4421



SECRÉTAIRES AGENTS DE BUREAU OUVRIERS D'ENTRETIEN CLASSE II

LA COMMISSION SCOLAIRE SAINTE-CROIX REQUIERT les services de secrétaires, d'agents de bureau et d'ouvriers d'entretien, classe II, pour faire du remplacement pour surcroît de travail s'il y a lieu dans les centres administratifs et dans les écoles de la Commission scolaire Sainte-Croix, couvrant les territoires de Ville Saint-Laurent, Ville d'Outremont et Ville Mont-Royal.

CETTE DEMANDE S'ADRESSE AUX PERSONNES INTÉRESSÉES À TRAVAILLER SUR UNE BASE TEMPORAIRE ET SUR APPEL.

Le salaire est versé selon les taux et échelles de traitement horaires prévus dans les conventions collectives respectives.

Seules les personnes intéressées aux exigences mentionnées ci-dessus doivent soumettre leur candidature au plus tard le 5 mars 1990 aux:

Services des ressources humaines de
La Commission scolaire Sainte-Croix
1100 Côte Vertu
Saint-Laurent (Québec)
H4L 4V1

Nous offrons des chances d'emploi égales à tous.

LA SAINTE-CROIX J'ai le choix!
POURQUOI M'EN PRIVER?..



Muséologie: l'art de s'exposer à une belle carrière

Nicole Canuel

Musées à vos marques. Peut-on croire à un raz de marée? Si on se fie aux nombreux projets d'agrandissement en cours dans les musées montréalais, les prochaines années s'annoncent fastes! Le Collège Montmorency, à Laval, vient même d'instaurer un programme de techniques en muséologie, le premier à être reconnu au Québec.

Il est encore temps de s'inscrire pour la session d'hiver 90. Comme le programme est en processus de démarrage, deux cours seulement seront offerts cette session-ci, dans le cadre de la formation des adultes. Cette nouvelle orientation s'adresse à ceux et celles qui travaillent déjà dans le domaine ou à des étudiants qui arrivent du secondaire. Les étudiants recevront à la fin une attestation d'études collégiales. Le Cégep Montmorency souhaite à long terme décerner le DEC.

Pourquoi des techniciens en muséologie? Il fallait combler une lacune. La formation en ce domaine n'existe pas au Québec. Les administrateurs de musées doivent aller chercher des finissants du Collège Algonquin en Ontario, s'ils veulent embaucher un technicien en muséologie diplômé.

Les musées ont de plus en plus besoin de personnel qualifié pour faire face aux problèmes pratiques qu'ils ont à rencontrer. Ce nouveau cours leur permettra d'embaucher un personnel technique formé pour le travail de différentes institutions muséales. « En tant que gestionnaire dans un musée, constate Danielle Trotter, conseillère pédagogique au Cégep Montmorency, j'ai eu moi-même à initier des techniciens puisqu'il n'existait aucune formation de base de technicien en muséologie. Nous voulons, grâce à ce cours, rétablir la situation. »

Le technicien en muséologie, un décrocheur de toiles? En partie seulement! D'ailleurs, le programme de technique en muséologie du Cégep Montmorency se concentre autour des trois principales tâches du technicien: conservation préventive, réalisation d'expositions, puis l'enregistrement et le catalogage. Son travail est beaucoup lié au montage et au démontage des expositions; c'est lui qui préparera les oeuvres pour le transport dans le cas de prêts, etc. Une formation en conservation préventive s'avère donc importante puisqu'il aura constamment à manipuler les collections. C'est aussi le technicien qui aidera le responsable de la gestion des collections, soit l'archiviste ou le conservateur, à l'enregistrement et au catalogage des oeuvres. De plus, il aura à utiliser l'informatique et différents outils de recherche sur les collections.

Mais, comment le décrocher cet emploi? Avec tout ce qui se brasse au niveau des musées, faut croire que les offres suivront! L'agrandissement du Musée des Beaux-Arts de Montréal et du Musée McCord, le déménagement du Musée d'art contemporain de Montréal et l'ouverture récente du Musée canadien des civilisations à Hull: ça va demander du personnel en plus! « Les postes de techniciens, observe Linda Lapointe, responsable de la formation à la Société des musées québécois, sont quand même ceux les plus en demande

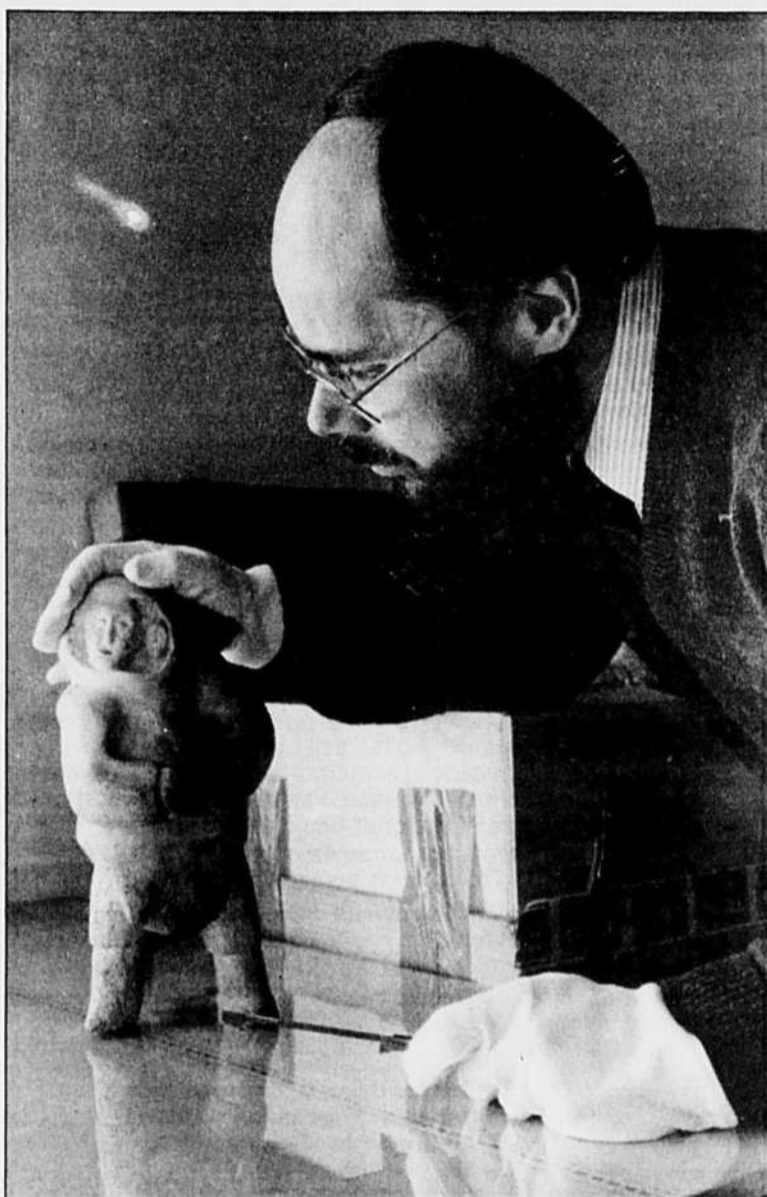


PHOTO MUSÉE McCORD

Le technicien en muséologie reçoit une solide formation en conservation préventive puisqu'il manipule constamment les collections.

dans un musée. Il y a beaucoup de petits musées qui, même s'ils ont peu de personnel, engagent quand même un technicien. »

Comment être sûr de l'accueil que feront les musées aux futurs techniciens en muséologie? Aucun doute là-dessus! Le programme ne

peut qu'être reconnu par les institutions muséales puisqu'elles ont elles-mêmes participé à son développement. « Nous avons voulu avoir des spécialistes de plusieurs institutions muséales pour siéger sur le comité de développement du programme », affirme Danielle Trotter.

Madame Trotter est convaincue du succès du nouveau programme: « Actuellement, nous donnons au Cégep Montmorency le programme de techniques en tourisme. Nous n'offrons que sept cours et le taux de placement est très bon. Nous n'avons donc pas à craindre pour celui en muséologie

qui comprendra en tout 15 cours. »

La Société des musées québécois, le Centre de conservation du Québec et l'Institut canadien de conservation ont eux aussi été consultés pour l'élaboration du programme. C'est d'ailleurs le *Devis de formation professionnelle: technicien en muséologie*, préparé par la Société des musées québécois en 1988, qui a servi de document de travail et qui a incité le Cégep Montmorency — vu les besoins pressants — à démarrer son programme de techniques en muséologie.

Un pas de plus pour la profession muséologique québécoise.



**École Secondaire
François-Bourrin**

70 ans (1920-1990)

**DIRECTEUR GÉNÉRAL
DIRECTRICE GÉNÉRALE**

L'École Secondaire François-Bourrin est une institution d'enseignement privé à direction laïque. Située au 50, avenue des Cascades à Beauport, son action s'exerce auprès de 675 élèves répartis dans les cinq années du secondaire.

RESPONSABILITÉS :

Sous l'autorité du Conseil d'administration, le directeur, la directrice est responsable de l'animation, de la gestion des ressources financières, humaines et pédagogiques, de la planification et du contrôle des différentes activités de la Corporation. Il, elle devra, en tenant compte des acquis, scruter l'avenir et proposer les initiatives appropriées.

QUALIFICATIONS REQUISES :

Détenir un diplôme de premier cycle en pédagogie.
Détenir un diplôme en administration scolaire ou l'équivalent.
Posséder une expérience d'au moins 8 ans dans le milieu scolaire.
Posséder une expérience en gestion.

Le candidat, la candidate devra de plus démontrer à la satisfaction du jury qu'il, qu'elle possède les qualités personnelles requises pour assumer la fonction.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur « curriculum vitae » avant le 10 mars 1990 au:

Président du Conseil d'Administration
École Secondaire François-Bourrin
50 avenue des Cascades, C.P. 5070
Beauport, G1E 6B3.



**UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA**

Département de science politique

PROFESSEUR/PROFESSEURE

Le Département de science politique sollicite des candidatures à un poste de professeur/professeure. Il s'agit d'un poste régulier, normalement avec rang d'adjoint, débutant le 1er juillet 1990.

Domaines:

Le département cherche à recruter une personne spécialisée dans un ou deux des domaines suivants: **Politique canadienne et québécoise, Politique internationale et comparée et Pensée politique et analyse des idéologies.**

Critères d'admissibilité:

Détenir un doctorat (la candidature des personnes qui ont soumis leur thèse pourra être considérée). Capacité d'enseigner en français. Bilinguisme. Aptitude à la recherche démontrée. Expérience dans l'enseignement souhaitée.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae accompagné d'une lettre ainsi que le nom et l'adresse de trois répondants, avant le 1er mars 1990 à:

**John E. Trent
Directeur**

Département de science politique
Université d'Ottawa
Ottawa, Ontario, K1N 6N5

L'Université d'Ottawa a une politique d'égalité en matière d'emploi. Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration canadienne, cette annonce s'adresse aux personnes de citoyenneté canadienne ou qui résident en permanence au Canada.



Dans l'univers des papiers, des encres et des couleurs

Jean-Marc Papineau

La garantie d'un emploi stable dès la fin de ses études. Slogan racoleur pour attirer des étudiants dans une discipline

en mal de clientèle ? Non, perspective professionnelle pour les techniciens de gestion de l'imprimerie.

Vous avez dit gestion de l'imprimerie ? Oui, il s'agit d'un nouveau programme de formation professionnelle, d'une durée de trois ans,

offert à compter de septembre prochain par le département des communications graphiques du Collège Ahuntsic, seul Cégep québécois proposant cette innovation pédagogique.

« Dans l'esprit des membres de

l'industrie de l'imprimerie, affirme avec enthousiasme le coordonnateur du programme, Guy Berland, les premiers trente finissants sont d'ores et déjà réquisitionnés ! Québecor, par exemple, le deuxième plus important imprimeur en Amé-

rique du Nord, nous a donné l'assurance qu'il engagerait au moins la moitié d'entre eux dès leur sortie du Cégep. Et la demande est beaucoup plus grande. » Une projection pour l'ensemble des imprimeries québécoises, qui procurent 55 000 emplois directs et indirects, établit pour les cinq prochaines années à près de 200 le nombre de techniciens en gestion de l'imprimerie qui dénicheront un emploi sans difficultés dans ce monde de papiers, d'encres et de couleurs.

C'est que ce programme, sur lequel a planché Guy Berland et d'autres professeurs eux aussi issus de l'industrie durant exactement 10 ans, répond aux exigences nouvelles de l'imprimerie à la suite des multiples changements technologiques et des récentes règles du jeu découlant du libre-échange. « La formation en gestion d'imprimerie est un besoin exprimé depuis fort longtemps par les administrateurs de ces entreprises, rappelle Hélène Lagadec de l'Association des arts graphiques du Québec. Les études menées sur l'industrie avaient décelé des lacunes certaines en gestion et en production d'imprimés. »

« Pour affronter efficacement la concurrence accrue à l'échelle continentale, renchérit Guy Berland, il est impératif d'en arriver à une rationalisation maximale des opérations et à une gestion de qualité. » Or, jusqu'à maintenant, impossible pour les imprimeurs québécois de dénicher des candidats connaissant à la fois toutes les étapes de production d'imprimés et maîtrisant les règles de gestion inhérentes à ce type d'entreprise.

Dans une imprimerie, on ne fabrique pas à la chaîne, mais à contrat. Le défi est donc de réaliser simultanément plusieurs commandes comportant des caractéristiques techniques différentes et de durée fort variable. Pas question de concevoir un plan de production à long terme, comme dans l'industrie du meuble par exemple. Il s'agit plutôt de réussir le tour de force d'optimiser l'utilisation des ressources techniques et humaines dans un laps de temps le plus souvent très court. Ce qui demande des gestionnaires chevronnés ayant une vision globale du processus de production d'imprimés.

« À l'heure actuelle, relate M. Berland, le quart des finissants de l'un des cinq programmes déjà existants des communications graphiques du Collège — typographie, traitement de l'image, montage photolithographique, impression et graphisme — se trouvaient un emploi soit en estimation, soit en production, même s'ils n'avaient suivi que cinq heures de cours sur ces aspects du métier. En fait, ils devaient apprendre sur le tas, au fil des années. »

En effet, c'est que les techniciens formés jusqu'ici ne sont que des spécialistes d'une seule étape de production d'imprimés. Ainsi, le typographe prend en charge les textes tandis que le photomécanicien s'occupe du traitement des images. Mais personne pouvant coordonner l'ensemble de la production, car aucun établissement scolaire, ni au cégep ni à l'université, n'assurait la formation de candidats à ce poste désormais clé. « Tout au plus, explique M. Berland, au niveau universitaire, un certain nombre de nouveaux ingénieurs industriels ont préféré, ces dernières années, le secteur de l'imprimerie à ceux traditionnels de la métallurgie, de l'électricité ou des routes. Mais ils

RECTIFICATIF

ASHBURY COLLÈGE

L'ANNONCE PARUE DANS NOTRE CAHIER ÉDUCATION DU 26 JANVIER DERNIER AURAIT DÛ SE LIRE COMME SUIT: LE ASHBURY COLLEGE EST UN COLLÈGE ANGLOPHONE INDÉPENDANT.

Des études universitaires et une carrière d'avenir

Voilà ce que vous offre le Programme de formation d'officiers de la Force régulière.

Vous avez de l'initiative, des qualités de chef et la volonté de réussir. C'est tout ce qu'il faut pour profiter des avantages suivants:

- La gratuité des études, y compris les manuels et fournitures scolaires, à un collège militaire canadien ou une université canadienne choisie d'un commun accord
- Un salaire garanti pendant la durée du cours
- Des soins dentaires et de santé
- Un mois de vacances si votre programme de formation le permet
- L'accès à un vaste choix de programmes universitaires accrédités de 1^{er} cycle
- La possibilité de pratiquer de nombreuses activités sportives et culturelles
- L'accession au rang d'officier et un emploi assuré dans le domaine de votre choix après l'obtention de votre diplôme.

Cette carrière est offerte aussi bien aux hommes qu'aux femmes.

Choisissez une carrière, vivez une aventure

Pour de plus amples renseignements sur les exigences et les avantages des divers programmes de formation d'officiers, rendez-vous au centre de recrutement le plus près de chez vous ou téléphonez-nous à trois vitres. Consultez les Pages JaunesSM sous la rubrique «Recrutement».



FORCES

ARMÉES

CANADIENNES

RÉGULIÈRE ET DE RÉSERVE

Defence National / nationale Défense



Canada

Directeur(trice), Service de psychologie

Le Centre de réadaptation est à la recherche d'un psychologue dynamique et expérimenté pour assumer la direction et la gestion du Service de psychologie.

Le Centre de réadaptation est un hôpital enseignant en pleine expansion qui offre ses services aux résidents de l'est de l'Ontario et de l'ouest du Québec. Le Centre est affilié à l'Université d'Ottawa et situé au Centre des sciences de la santé.

Le (la) directeur(trice) du Service de psychologie assume la responsabilité de diriger les activités du service dont le travail clinique, l'élaboration de programmes, l'évaluation et la recherche. Le Service de psychologie regroupe un personnel dynamique engagé à offrir d'excellents services cliniques ainsi qu'à contribuer à l'enseignement, la formation et la recherche.

Le (la) candidat(e) devrait posséder un doctorat en psychologie, être membre (ou être éligible à l'être) de l'Association des psychologues de l'Ontario et avoir de l'expérience en psychologie dans le milieu de la santé. Il ou elle devra pouvoir faire preuve de leadership et apporter une direction clinique, posséder des antécédents reconnus en recherche et de l'expérience en gestion. Le bilinguisme serait un atout.

Nous offrons une gamme complète d'avantages sociaux et un salaire compétitif en fonction de l'expérience et des qualifications.

Les personnes intéressées à ce poste doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 28 février et inscrire le numéro du concours R89-77 au:



Service des relations humaines
Services de santé Royal Ottawa
Le Centre de réadaptation
505, chemin Smyth
Ottawa (Ontario)
K1H 8M2

LE GROUPE LOGIFORCES

Entreprise oeuvrant dans le domaine de la micro-informatique, est à la recherche de:

Analyste-Programmeur (FEMME OU HOMME)

afin de compléter son équipe de développeurs.

Responsabilités:

Mener à bien les analyses de besoins, études de faisabilité et d'opportunité dans le contexte de l'entreprise.

Participer à l'élaboration des soumissions, effectuer le suivi avec la clientèle.

Rédiger les analyses fonctionnelles et organiques, effectuer la programmation.

Participer activement au travail de l'équipe de développement.

Exigences:

Une connaissance approfondie de l'environnement Macintosh.

Une expérience de programmation en entreprise serait un atout.

La maîtrise ou une bonne connaissance des logiciels suivants: OmnisTM, 4e DimensionTM.

Faites parvenir votre Curriculum Vitae à:

Silvio Bartolini

Le Groupe Logiforces

465, rue St-Jean, bureau 303, Tél.: 499-9809

Montréal, H2Y 2R6





◆ **Papiers**

n'oeuvrent que dans les ligues majeures des imprimeries et sont finalement assez loin de la production. Ce sixième programme des communications graphiques va combler ce vide immense de la gestion de l'imprimerie au niveau intermédiaire, permettant ainsi de créer le lien indispensable entre la production à la base et l'administration au sommet.»

Pour ce faire, le futur technicien en gestion de l'imprimerie va suivre des cours de base en techniques administratives, des cours-synthèse de chacune des cinq techniques existantes en communications graphiques ainsi que des cours appartenant à une nouvelle discipline au collégial : le génie industrie. Les deux premières années seront essentiellement théoriques. Et le tiers de la troisième consacré à des stages en milieu de travail. Sans compter les possibilités d'emploi estival dans les imprimeries, surtout implantées dans le grand Montréal Métropolitain. Connaissant tous les méandres de la production, pouvant assurer la qualité du produit fini et la rentabilité des opérations, le technicien en gestion d'imprimerie assumera les responsabilités de faire-faire et de planifier plutôt que d'exécuter lui-même.

Au début, à titre d'estimateur, de coordonnateur de production ou de représentant, son salaire initial oscille entre 18 000 \$ et 25 000 \$, selon la taille de l'entreprise. Après quelques années d'expérience, il pourra accéder aux postes mieux rémunérés de contrôleur des opérations, directeur des ventes ou conseiller en imprimerie.

Les premiers fruits de ce bel exemple de coopération industriel-scolaire — malheureusement rarissime au Québec — seront mûrs au printemps 1993. Soit plus de quatre ans après l'entrée en vigueur du traité canado-américain de libéralisation des échanges commerciaux. N'est-ce pas un peu tard ? « Je sais, répond Guy Berland, dans un grand soupir. C'est certain que ça fait longtemps que ce programme aurait dû voir le jour. Mais, vous savez, les contraintes gouvernementales... Mais au moins, le programme sera aussi disponible le soir, à l'éducation des adultes. Nombre de gens de l'imprimerie pourront ainsi se ressourcer sans plus tarder. »

◆ **Statut**

- Déterminer des plans de traitements ;
- Appliquer le traitement adéquat selon les différentes modalités connues en réadaptation (thérapie manuelle, hydrothérapie, cryothérapie, électrothérapie, massothérapie, kinésithérapie...);
- Conseiller sur différents appareils orthopédiques (cannes, fauteuils...).

« Bien que moins poussée au point de vue scientifique que le baccalauréat, la formation technique de trois ans permet néanmoins d'approcher le patient dans sa globalité, de faire des évaluations et de prodiguer les mêmes traitements que les physiothérapeutes sauf dans les cas de pathologies, de neurologie aigüe et de pathologies infantiles ».

On retrouve des thérapeutes en réadaptation dans les centres hospitaliers de longue et de courte durée, en CLSC, dans les centres d'accueil, au centre de jour, dans les cliniques externes de centres de réadaptation et en clinique privée.

Selon Renée Laplace, le théra-

peute peut devenir chef de service, adjoint à la recherche, consultant sur différents comités de travail, enseignant au niveau collégial, moniteur de stages cliniques, instructeur dans les écoles ou les milieux de travail, personne ressource lors de manifestations sportives, intervenant en soins à domicile ou en

milieu industriel.

Somme toute, il existe présentement une bonne demande sur le marché du travail, autant chez les hygiénistes dentaires que chez les techniciens en réadaptation. Et les perspectives d'avenir s'amélioreront, pour peu qu'on leur reconnaitra plus d'autonomie.

PROFESSEURS au Département des sciences de l'éducation

Le Département des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Hull est à la recherche pour ses programmes de 1er, 2ième et 3ième cycle, de professeurs dans les domaines suivants:

DOMAINES D'EXPERTISE ET QUALIFICATIONS PARTICULIÈRES:

- Curriculum ou généraliste en éducation: (1 poste régulier)

Doctorat en éducation (spécialité curriculum de préférence). Posséder une bonne expérience d'encadrement d'étudiants en recherche.

Posséder une expérience de recherche en éducation ainsi qu'une bonne connaissance des méthodologies de recherche qualitative.

Posséder une expérience pertinente d'intervention en milieu scolaire.

- Orthopédagogie: (1 poste régulier)

Doctorat en orthopédagogie ou l'équivalent. Les candidats ne détenant pas un grade de troisième cycle devront s'engager à compléter les étapes nécessaires à l'obtention d'un tel grade.

Démontrer des aptitudes particulières à l'encadrement des étudiants à l'intérieur des stages en orthopédagogie. Posséder une expérience pertinente en orthopédagogie en milieu scolaire.

- Éducation-Enseignement: (1 poste suppléant)

Doctorat ou maîtrise en éducation ou dans un domaine pertinent.

Expérience d'enseignement en milieu scolaire.

Connaissance requise des domaines suivants: Organisation scolaire du Québec et Concepts de base en apprentissage scolaire.

QUALIFICATIONS GÉNÉRALES:

Les candidats devront démontrer des habiletés à transmettre leur enseignement. Les candidats devront aussi être disponibles pour des activités autres, telles les services à la collectivité. Les candidats devront faire la démonstration de leur bonne connaissance de la langue française écrite ou orale.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES:

Traitement: Selon la convention collective

Lieu de travail: Hull

Date d'entrée en fonction: à compter du 1er juin 1990

Les candidats sont priés de faire parvenir leur candidature accompagnée d'un curriculum vitae avant le 12 mars 1990 à l'adresse suivante:

Monsieur A. Dolbec, Ph.D.
 Directeur du Département des sciences de l'éducation
 Université du Québec à Hull
 Case postale 1250, succursale B
 Hull (Québec)
 J8X 3X7

Conformément aux exigences relatives à l'immigration au Canada, ce poste est offert aux citoyens canadiens et aux résidents permanents. Poste accessible aux femmes et aux hommes.

89-90-111

Université du Québec à Hull



**NORTHEASTERN ONTARIO REGIONAL CANCER CENTRE
 SUDBURY, ONTARIO**

recherche des

TECHNOLOGISTES EN RADIOTHÉRAPIE

Un tout nouveau centre régional de traitement du cancer, établi en bordure du superbe lac Ramsey, au coeur de la ville, offre plusieurs postes stimulants à des technologistes en radiothérapie (R.T.T.) compétents. L'ouverture du centre est prévue pour juillet 1990.

Comme membre du Service de radiothérapie, vous ferez partie d'une équipe de professionnels dynamiques engagés dans le traitement du cancer à l'aide d'une gamme complète d'appareils modernes comprenant deux accélérateurs linéaires à haute énergie. Nous offrons de très belles perspectives d'avancement personnel et professionnel, un salaire concurrentiel et de généreux avantages sociaux.

Si vous êtes attiré(e) par la perspective d'un bel avenir et êtes admissible à la CAMRT et au BRT, pensez à Sudbury. Nous contribuerons à votre déménagement.

Pour plus de précisions, veuillez vous adresser à:

Mrs. Sharon Duhamel
 Human Resources
 N.E.O.R.C.C.
 41 Ramsey Lake Road
 Sudbury, Ontario P3E 5J1
 Tél.: (705) 522-0454
 Fax: (705) 522-4421



CHÂTEAUGUAY

ERGOTHÉRAPEUTE

Poste:

Remplacement d'un poste dépourvu de son titulaire pour une période d'environ 9 mois.

Programme maintien de l'autonomie

Statut:

Temps complet

Exigences:

- Diplôme universitaire terminal en ergothérapie;
- Connaissance appropriée de la problématique du maintien à domicile et de l'intégration sociale de la personne handicapée et de la personne âgée;
- Capacité d'enseigner la prise en charge à la famille et aux bénévoles;
- Expérience 1 an maintien de l'autonomie.
- Capacité de travailler en équipe;
- Bon français parlé et écrit et anglais parlé.
- Automobile requise.

Rémunération:

Selon les normes du Ministère de la Santé et des Services sociaux.

Toutes les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae avant 15 h, le vendredi 23 février 1990 à l'adresse suivante :

C.L.S.C., Châteauguay
 Direction des services administratifs
 101, rue Lauzon
 Châteauguay, Québec
 J6K 1C7

Directeur(trice), Service d'ergothérapie

Le Centre de réadaptation est un hôpital enseignant en pleine expansion situé à Ottawa.

Le Centre de réadaptation est à la recherche d'un(e) ergothérapeute qui, avec enthousiasme et des habiletés de leadership reconnues, saura planifier, gérer et diriger tous les services cliniques d'ergothérapie de l'hôpital.

Le Centre de réadaptation offre une gamme complète de programmes de réadaptation pour adultes, le (la) directeur(trice) du Service d'ergothérapie doit pouvoir coordonner les différents programmes pour adultes ainsi que gérer une équipe de vingt-deux (22) ergothérapeutes et techniciens.

Les candidats doivent posséder un diplôme en ergothérapie, une grande expérience en réadaptation clinique et un minimum de cinq (5) années d'expérience en gestion progressive. Les candidats doivent être éligibles au titre de membre de l'Association canadienne des ergothérapeutes. La préférence sera accordée aux candidats qui possèdent une maîtrise ou un doctorat ainsi qu'à ceux (celles) qui auront complété le cours d'administration d'hôpital de l'Association canadienne des administrateurs(trices) d'hôpitaux ou l'équivalent. Le salaire offert sera en fonction de l'expérience et des qualifications.

Les candidats(es) intéressés(es) doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le 28 février 1990 en inscrivant le numéro du concours, R-89-101 au:

**Service des relations humaines
 Services de santé Royal Ottawa**

505, chemin Smyth
 Ottawa (Ontario)
 K1H 8M2





Le technicien en radiologie

Un professionnel actif

Les techniciens en radiologie exercent leur compétence dans trois champs d'intervention. En **radiodiagnostic**, ils mettent en évidence les structures de votre corps à l'aide de rayons x, d'ultrasons et de la résonance magnétique. En **médecine nucléaire**, ils visualisent le fonctionnement des organes vitaux par l'introduction d'une dose calculée de différentes substances radioactives. En **radio-oncologie**, ils appliquent un traitement visant à détruire les cellules cancéreuses grâce à l'utilisation contrôlée des radiations.

Les membres de notre corporation professionnelle, par une mise à jour continue de leurs connaissances, répondent au défi de l'évolution technologique au profit de votre santé. Ils vous garantissent l'excellence professionnelle et assurent votre protection contre les risques associés aux radiations.



Ordre des
Techniciens en
Radiologie du
Québec